

La Nationalité ne s'impose pas

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Mars, à 3 heures

par

JEAN STOENESCO

Président : M. JÈZE.

Suffragants	}	M. PILLET, Professeur.
		M. GIDEL, Agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1922

La Nationalité ne s'impose pas

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Mars, à 3 heures

par

JEAN STOENESCO



Président : M. JÈZE.

Suffragants { M. PILLET, Professeur.
M. GIDEL, Agrégé.

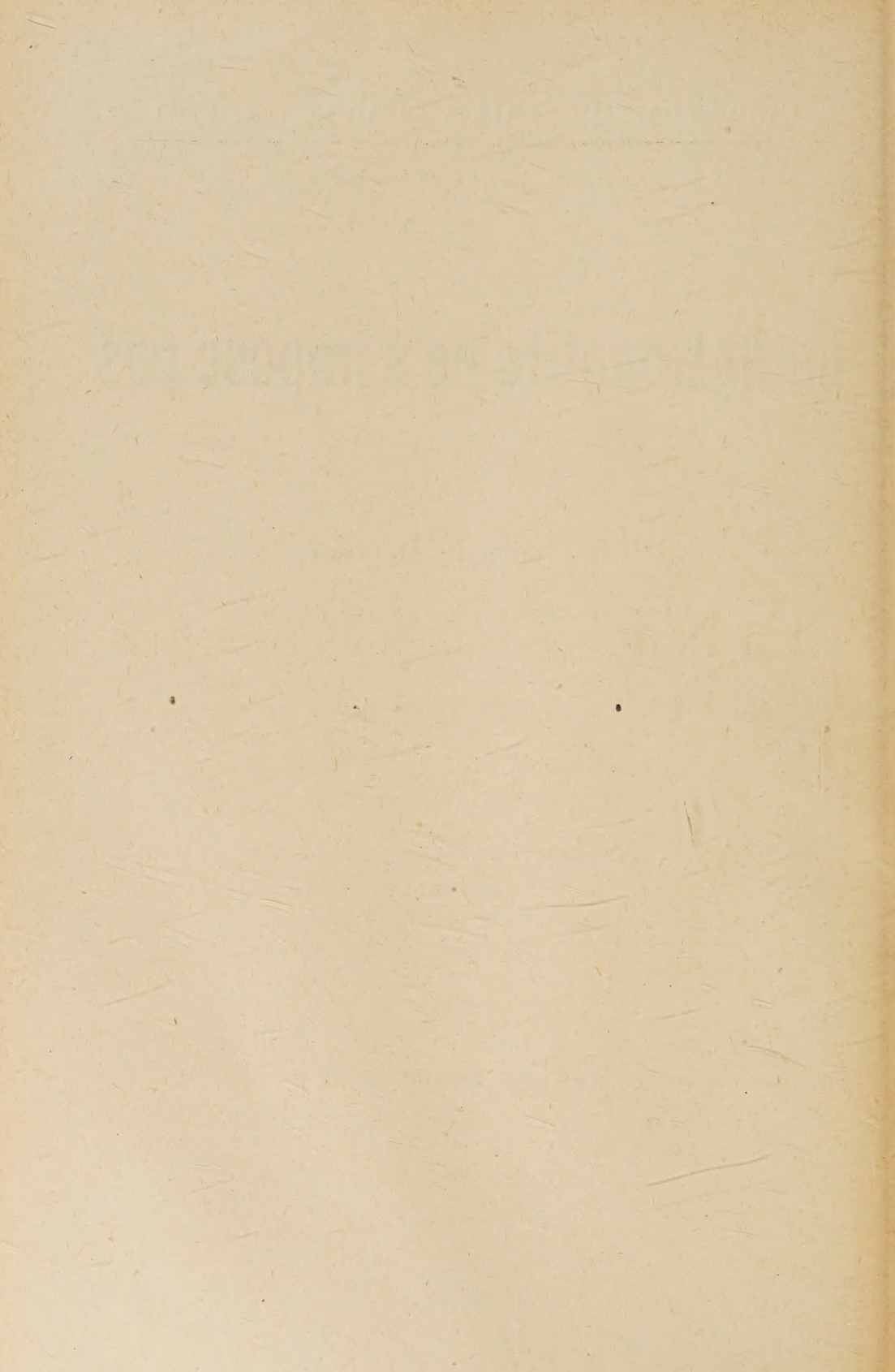
PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1922



La Nationalité ne s'impose pas



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

La Nationalité ne s'impose pas

INTRODUCTION

Cette formule est empruntée à M. André WEISS, qui en donne le commentaire suivant : « Tout homme a le droit de vivre et de développer sans contrainte ses facultés physiques et intellectuelles ; comme conséquence de ce droit naturel, on lui permet d'aller chercher loin de sa patrie d'origine, fût-ce au prix d'un abandon définitif, les intérêts, les relations, les avantages de toute nature que celle-ci lui refuse et qu'il considère comme indispensables à son existence. Mais il importe que l'acquisition d'une nationalité nouvelle, aussi bien que l'abdication qu'elle suppose soit entourée de précautions et de garanties destinées, les unes à mettre obstacle à l'admission d'un membre indigne dans la cité et à l'apatridie, les autres à ne laisser subsister aucun doute sur la volonté certaine et réfléchie de l'intéressé » ¹.

Cette doctrine est, dans ses lignes générales, admise par les meilleurs auteurs. Dans ses Principes élémentaires de droit international privé, M. Eugène AUDINET, Professeur à la Faculté d'Aix-Marseille, écrit : « Tout

(1) (André WEISS, *Manuel de droit international privé*, édit. 1920, pp. 83 et 84).

individu peut changer librement de nationalité et nul n'en doit changer contre sa volonté ». Ce principe a toujours été admis en France. A diverses époques, il est vrai, la législation a apporté des entraves à la liberté d'expatriation, mais sans jamais considérer la nationalité française comme indélébile. D'autres ont suivi et quelques-unes suivent encore un système contraire ; l'allégeance serait perpétuelle, c'est-à-dire qu'on ne pourrait perdre la nationalité primitive, même pour en acquérir une autre.

Parfois aussi l'annexion d'un territoire à un Etat change, même malgré eux, la nationalité de ses habitants.

La violation du principe ou les exceptions qu'il reçoit ne l'empêchent pas d'exister et d'être fondé en raison.

Tout homme peut librement changer de nationalité. Il est vrai qu'un lien naturel unit l'homme à sa patrie et ce lien ne peut être complètement brisé ; mais d'un autre côté l'homme a, avant tout le droit de vivre, d'assurer son existence, physique, morale, religieuse ; de développer librement et en sûreté ses facultés de tout ordre et le devoir de l'Etat est de respecter ce droit, d'en protéger et d'en faciliter l'exercice. Or, si dans sa patrie d'origine il ne peut trouver satisfaction à ces différents points de vue, il a le droit absolu d'émigrer et d'aller chercher dans un autre pays le moyen de vivre et de développer ses facultés ; c'est une conséquence du droit à l'existence.

Toutefois, comme on ne doit pas rester sans patrie, la perte de la nationalité est subordonnée à cette condition d'en avoir acquis une nouvelle.

Nul homme ne doit être contraint de changer de nationalité contre sa volonté ; c'est une autre face de la même idée. On ne peut imposer à une personne de conserver son ancienne patrie, on ne peut par les mêmes raisons la contraindre à en acquérir une nouvelle » ¹.

En résumé, la nationalité a, jusqu'à un certain degré un caractère contractuel ². C'est la définition donnée par M. André WEISS : « La nationalité est le lien contractuel qui rattache à l'Etat chacun de ses membres. C'est dans un contrat synallagmatique, intervenu entre l'Etat et le citoyen, que selon nous se trouve la base juridique de la nationalité. Le lien de nationalité ou de sujétion est contractuel, c'est-à-dire qu'il naît et ne peut naître que d'un accord de volontés : celle de l'Etat d'une part, celle du citoyen de l'autre et le contrat ainsi formé est

(1) (Eugène AUDINET, *Principes élémentaires de droit international privé*, 1906.)

(2) Dans ses *Principes Généraux de Droit Administratif*, M. le Professeur JÈZE a contesté que le lien de nationalité ait un caractère contractuel.

Il estime qu'il constitue un acte-condition dont dépend un statut légal.

Il y a, en effet, pour cet auteur deux sortes de situations : les situations contractuelles, qui dépendent de la libre volonté des hommes et les situations légales et réglementaires, modifiables à tout instant par la législation. La nationalité serait parmi celles-ci.

Il est possible que du point de vue purement technique, la

synallagmatique, c'est-à-dire qu'il engendre des obligations réciproques entre les deux parties (C. civ, art. 1102). L'Etat, en effet, accorde à ses nationaux et est tenu de leur accorder la protection de ses lois et la tutelle de ses magistrats ; il leur reconnaît certains droits civils et politiques et se charge de les faire respecter même au delà de ses frontières. En échange de cette sollicitude, il a le droit d'exiger de ses ressortissants, même émigrés, le respect de ses lois, il peut les contraindre à participer aux charges publiques et à la défense de son territoire. Etat et citoyen ont donc tous deux des droits et des devoirs l'un envers l'autre. Ce qui est droit pour l'Etat est devoir pour le citoyen et réciproquement » ¹.

Cette analyse juridique du lien de nationalité n'a pas été toujours ni partout accueillie ; aujourd'hui même, il y a des législations qui ne s'en inspirent pas. Sparte, par exemple, n'admettait pas que ses citoyens pussent changer de nationalité ; Athènes, au contraire, y souscrivait. A Rome la perte du droit de cité pouvait aussi être volontaire.

nationalité ne rentre pas dans la catégorie des contrats ; elle investit, en effet, ceux qui la possèdent de pouvoirs et de devoirs légaux.

Mais, M. Jèze ne contestera certainement pas, que la nationalité suppose la volonté personnelle de celui qu'elle concerne et, c'est tout le but de ce travail de démontrer que la loi française ne respecte pas toujours ces principes.

(1) André WEISS. loc. cit. p. 2).

Jusqu'à l'Acte du 12 Mai 1870, l'Angleterre considérait que la nationalité était indélébile et que par suite il n'était pas possible d'en changer. C'était le système de l'allégeance perpétuelle. La nationalité apparaissait comme une sorte de tunique de Nessus dont on ne pouvait se dépouiller, ou encore comme une sorte de qualité analogue au sacerdoce. Tu es sacerdos in æternum.

Les Etats-Unis, jusqu'à l'acte de 1858, étaient également partisans du principe d'allégeance perpétuelle, mais ils l'ont abandonné à cette date et décident que toute déclaration, ordre ou décision de quelque autorité des Etats-Unis que ce soit, qui dénie le droit d'expatriation, est déclaré incompatible avec les principes fondamentaux de la République.

Jusqu'à la Révolution, la Russie se rattachait au système de l'allégeance perpétuelle. Il y avait d'ailleurs eu une évolution dans la législation de ce pays. Jusqu'en 1864 la nationalité russe ne pouvait se perdre que dans un cas : celui où une femme russe épousait un étranger. L'acquisition d'une nationalité étrangère ou même le séjour sans permission dans un autre pays étaient punis de peines vairées : privation des droits civils, bannissement, déportation en Sibérie. Un ukase de 1864 introduit une distinction : il décide que les Russes d'origine ne peuvent pas abandonner cette nationalité ; mais, par contre, les Russes par naturalisation le peuvent.

Diverses considérations peuvent expliquer le système de l'allégeance. Tout d'abord certains pays paraissent

estimer qu'il y a là une question de race, de sang et l'on conçoit qu'ils regardent la nationalité comme indélébile. Des peuples, comme les Hébreux, qui se tiennent pour la race élue de Dieu doivent logiquement se prononcer pour l'allégeance perpétuelle. D'autres pays sont adonnés à l'industrie de la guerre et par suite s'opposent à ce que leurs citoyens changent de nationalité, — ce qui les priverait de soldats — ; cela paraît être le cas de Sparte. Enfin des pays neufs peu peuplés et dont la puissance économique est conditionnée par le chiffre des habitants, doivent donner leurs préférences au système de l'allégeance. Ainsi s'explique la politique de l'Argentine.

Malgré tout, le principe que tout homme est libre de changer de nationalité gagne sans cesse du terrain, mais les divers Etats y mettent des conditions plus ou moins rigoureuses.

En Turquie, par exemple, l'autorisation du Sultan est nécessaire pour qu'un national puisse changer de patrie ; s'il s'en passe, le gouvernement a le choix de le regarder toujours comme sujet, ou de le traiter comme étranger.

Le changement de nationalité dépend donc ici de l'arbitraire du Pouvoir Central.

En Allemagne, il faut aussi l'autorisation ; mais elle n'a pas du tout le même caractère qu'en Turquie : elle n'est pas discrétionnaire, elle ne peut être refusée que dans des hypothèses limitativement prévues et qui se rattachent toutes à la question du service militaire.

Il est un pays qui — quoique fort libéral — exige des formalités spéciales pour la dénationalisation de ses citoyens : c'est la Suisse (loi du 3 Juin 1876 et du 25 Juin 1903). Quiconque veut dépouiller la nationalité suisse doit adresser une renonciation expresse au gouvernement fédéral, celui-ci la transmet à la commune où le requérant a le droit de bourgeoisie. « Pendant quatre semaines au plus, la commune et les particuliers ont le droit de faire une opposition sur laquelle statue le tribunal fédéral. Il la maintient ou en donne main levée. S'il n'y a pas d'opposition ou que la main levée en ait été obtenue, l'autorité compétente, d'après la loi en vigueur dans le canton, déclare le requérant libéré des liens de la nationalité cantonale ou communale ». C'est donc la perte de la nationalité cantonale, qui fait perdre la nationalité fédérale » ¹.

Pendant la guerre, ce système paraît avoir entraîné de sérieux inconvénients : il y a eu toute une campagne dans le *Journal de Genève* pour que la nationalité devienne exclusivement une affaire de la compétence fédérale.

Pour ce qui est de la France, la possibilité de se dénationaliser paraît avoir toujours existé, mais sous des conditions dont la rigueur a varié.

Voici les lignes essentielles de l'évolution, telle que la retrace sommairement M. André WEISS : « L'ancien

(1) E. AUDINET, loc. cit. 113).

droit français retirait la qualité et les droits de régnicole au français qui avait abandonné sa patrie sans esprit de retour. Mais l'esprit de retour devait toujours être présumé chez lui « à moins, dit POTHIER, qu'il n'y ait quelque fait contraire qui détruise une présomption aussi bien fondée et qui prouve une volonté contraire de s'expatrier. Le mariage qu'il contracterait à l'étranger ne pourrait que faire naître des soupçons ; mais il ne serait plus permis de douter de son dessein de s'expatrier, s'il avait établi le centre de sa fortune en pays étranger, s'il s'y était fait pourvoir de quelque office ou bénéfice, surtout s'il s'y était fait naturaliser, car on ne peut obtenir des lettres de naturalité sans se reconnaître sujet du prince à qui on les demande » ¹. Dans l'ancien régime, le français qui quittait la France sans esprit de retour, perdait donc sa nationalité ; mais il ne fallait pas qu'il y eût de doute possible sur ses intentions.

Sous la Révolution, la dénationalisation apparaît comme une sorte de peine qui frappe le Français coupable de certains actes. L'énumération de ces actes dépend un peu des constitutions qui se succèdent ; mais il en est que l'on retrouve dans toutes les listes : naturalisation en pays étranger, condamnation à des peines afflictives ou infamantes ; affiliation à tout ordre de chevalerie étrangère ou à toute corporation étrangère

(1) (POTHIER, *Traité des Personnes*, 1^{re} partie, tit. III, sec. IV § 2 n, cité par WEISS, p. 426).

qui supposerait soit des preuves de noblesse, soit des distinctions de naissance ou qui exigerait des vœux religieux.

Aujourd'hui le principe du droit français semble être que le citoyen est libre de dénoncer le contrat qui le lie à l'Etat ; mais encore faut-il pour cela, comme l'a écrit M. A. WEISS : « qu'il satisfasse aux conditions que la loi elle-même a déterminées pour l'exercice de cette faculté. Elle ne reconnaît pas aux français le droit de rompre purement et simplement, par une déclaration de leur volonté, l'allégeance de leur patrie d'origine ; elle exige pour qu'ils en soient déliés, qu'à cette volonté nécessaire vienne se joindre tel fait, telle circonstance, qui les rende incapables de servir désormais la France avec le dévouement qu'elle réclame de tous ses enfants, ou mêmes indignes du nom de français » ¹.

En résumé, le français d'origine peut par sa volonté, mais sous certaines conditions, perdre la qualité de français. Et pourtant combien cette qualité lui est inhérente ! Comme l'a écrit M. E. AUDINET : « tous les éléments naturels de la nationalité, la communauté de race, de mœurs, de traditions se transmettent avec le sang et par la filiation : la nation d'ailleurs se compose de familles et la filiation qui rattache l'enfant à une famille doit aussi le rattacher à la nation dont elle fait partie » ².

(1) (A. WEISS, vol. cit., p. 128).

(2) (E. AUDINET, loc. cit., p. 16).

Le français *jure sanguinis* tient donc au pays par ses fibres les plus profondes. Il est presque aussi « engagé » dans la nation qu'il l'est dans la famille, et cependant, la législation française lui permet de « se dégager ». A *fortiori*, doit-il en être de même quand il s'agit d'un français *jure soli* ; si on imposait à l'enfant, *jure soli* la nationalité du lieu où il est né, il pourrait par suite de circonstances fortuites, qui l'auraient fait naître hors du pays de ses parents, appartenir à un Etat auquel la race, la langue, les traditions le rendraient réellement étranger, il aurait une nationalité différente de son père, ce qui serait dans leurs rapports juridiques une source de complications ; enfin l'Etat n'a pas intérêt à ranger, sans distinction parmi ses nationaux, tous ceux qui naissent chez lui ; les sujets qu'il acquiert ainsi, loin d'être une force, deviennent souvent un embarras. Comment lorsqu'ils ont quitté leur pays natal réclamer d'eux l'accomplissement des obligations que tout Etat a le droit d'exiger ? Faudrait-il que, en cas de guerre, ils s'abstiennent de porter les armes contre les pays où ils sont nés ? ¹.

Une place doit cependant être faite au *jus soli*, car la naissance de l'enfant dans un pays autre que celui de ses parents, n'est pas toujours l'effet du hasard quelquefois son père y sera définitivement établi ; l'enfant y aura été élevé, il y aura toujours résidé ; en fait, il n'en aura point d'autre. L'intérêt de l'enfant et celui du pays

(1) (E. AUDINET, loc. cit., p. 16).

s'unissent pour demander qu'il en ait en droit, la nationalité ; l'enfant jouira des avantages qui y sont attachés et l'Etat pourra lui en faire supporter les charges. Du reste, il est dangereux pour un pays que les familles fixées sur son territoire quelquefois depuis plusieurs générations, restent perpétuellement étrangères ; il est utile qu'elles se fondent promptement dans la masse des nationaux » ¹.

Mais, comme l'observe le distingué professeur, cette part faite au *jus soli* ne sera légitime que si l'enfant conserve le droit d'opter pour la nationalité de ses parents, qui est sa nationalité naturelle.

Dans l'ensemble le droit français s'inspire de ces principes ; comme preuve l'on peut citer : 1°) L'article 8, § 3, du Code Civil (loi du 22 Juillet 1893.) « Tout individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né est français ; sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de français, en se conformant aux dispositions du § 4 ci-après. L'enfant naturel pourra, aux mêmes conditions, que l'enfant légitime, décliner la qualité de français quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devrait, aux termes du paragraphe 1^{er}, deuxième alinéa, suivre la nationalité ». 2°) L'article 8, § 4 (loi du 26 Juin 1889). « Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, est

(1) (E. AUDINET, loc. cit., p. 17).

Français, à moins que dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son Gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités ». 3°) L'article 12, § 3. « Deviennent français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8, § 4 ». 4°) L'article 18 (loi du 26 Juin 1889) : « Le Français qui a perdu sa qualité de Français, peut la recouvrer, pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret. La qualité de français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8, paragraphe 4 ».

De ces divers textes, il résulte que, en règle générale — dans le droit français, la nationalité ne s'impose pas, qu'elle provienne de la filiation, de la naissance sur le sol ou de la naturalisation des parents.

Nous allons voir que, malheureusement, le droit français n'est pas toujours fidèle aux principes qu'il admet dans l'ensemble. Nous avons été témoin dans la guerre qui vient de finir de certains faits que nous allons exposer et qui démontreront que parfois, pour la France, la nationalité est une tunique de Nessus qu'il n'est pas possible de quitter.

CHAPITRE I

Les Faits

En 1890, naissait à Paris, M. P. S. A. ; son père et sa mère étaient d'origine cubaine, mais de nationalité espagnole — l'on sait, en effet, qu'avant 1899 il n'y avait pas de nationalité cubaine. Trois ans environ après la naissance de P. S. A., soit en 1893, son père introduisait une demande de naturalisation française. Dans le même acte, il réclamait pour son fils mineur le bénéfice de la qualité de Français, en vertu de l'article 9, § 10, du C. civ. « Si l'individu qui réclame la qualité de Français est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père ».

Qui plus est, le père de P. S. A. renonça pour son fils au droit de répudiation de l'article 8, § 4 du C. civ.

Quelques mois après, la naturalisation fût accordée au requérant ; mais sa femme garda sa nationalité d'origine : situation conforme à la fois aux principes et à la législation française actuelle. « Dès que la femme et les enfants de l'étranger ne sont pas personnellement associés à sa demande de naturalisation, on ne voit pas pourquoi on présumerait chez eux une volonté qu'ils n'ont pas exprimée et qui est indispensable nous l'avons vu, à la formation du lien de nationalité. D'autre part,

l'Etat qui accorde une naturalisation, ne connaît que celui qui l'a sollicité ; c'est sur ses aptitudes, sur sa moralité personnelle, non sur les qualités de sa famille, que l'enquête a porté et ce serait dépasser les intentions du gouvernement qui a fait droit à la demande que d'attribuer à sa décision une portée collective » ¹. Mais le distingué Professeur remarque que, si en ce qui concerne la femme mariée, tout le monde reconnaissait, sous l'empire de la législation antérieure à 1899, que la naturalisation de son mari en France n'exerçait par elle-même aucune influence directe sur sa propre nationalité, en fait, on avait fini par exiger que la femme fût mise en demeure de faire connaître ses intentions au moment même où son mari demanderait à devenir Français, de dire alors si elle entendait conserver son premier état ou acquérir avec lui la nationalité française.

La loi du 26 Juin 1889 a précisé la situation juridique de l'étranger qui se fait naturaliser français dans le texte suivant : « La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari, ou au père, ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9. (Art. 12, C. civ., § 2).

M. A WEISS a commenté cet article de la façon que

(1) André WEISS, loc. cit.. p. 408).

voici : « Ainsi pas plus aujourd'hui que sous le régime ancien, la femme n'est de *plein droit* comprise dans le décret qui confère à son mari la nationalité française. Elle peut simplement, si elle *le demande*, obtenir cette nationalité par le même décret sans condition de stage. Il n'y a là, à vrai dire, qu'une naturalisation exceptionnelle. La femme n'est admise à s'en prévaloir que sur une manifestation non équivoque de son désir et si le gouvernement français l'a jugée digne de cette faveur ; mais alors elle est affranchie des conditions d'âge, de stage et d'admission à domicile auxquelles de droit commun l'étranger doit satisfaire » ¹.

On a discuté pour savoir s'il ne fallait pas faire une distinction entre la femme majeure et mineure. MM. AUBRY et RAU ont soutenu que l'article 12, § 2, ne serait applicable qu'à la femme majeure, le législateur aurait omis de régler la situation de la femme mineure et celle-ci ne pourrait dès lors obtenir sa naturalisation que par les moyens ordinaires ². Mais cette opinion est restée isolée. Notons, pour être complet, que le bénéfice de l'article 12, § 2, peut être invoqué par la femme séparée de corps et par la Française d'origine, devenue étrangère par son mariage.

Madame S. A. pouvait donc garder sa nationalité d'origine (encore que son mari se fût fait naturaliser français) et de fait, elle la garda.

(1) (André WEISS, loc. cit., p. 440).

(2) (AUBRY et RAU, t. I^{er}, § 72, note 27, p. 397).

Deux ans après, soit en 1895, les époux S. A. divorcèrent et l'enfant fût confié à sa mère. A partir de 1898, il retourna avec celle-ci à Cuba et ne revint plus en France que dix ans plus tard, soit en 1908-1909. A cette date il fait devant le Juge de Paix de sa résidence une déclaration de répudiation de la nationalité française, se conformant de tous points à l'article 8, § 4, du Code Civil.

Quand la guerre de 1914-18 éclata — s'estimant étranger — il se mit au service de la Croix-Rouge et des blessés français. Brusquement, vers le milieu de la guerre, il fut incorporé comme omis.

Il se pourvoit devant le Tribunal Civil de la Seine pour faire dire qu'il était de nationalité cubaine. Il ne demandait, d'ailleurs qu'à servir, mais il voulait le faire dans la phalange cubaine qui combattait en France et sous son drapeau national. Après toute une suite d'incidents, le Ministre de la Justice fût personnellement saisi de l'affaire et l'on arriva à un accord à l'amiable, mais sans base juridique. M. P. S. A. prit l'engagement de servir pendant toute la durée de la guerre. Le Président de la République, par voie de décret, reconnut qu'il était de nationalité cubaine et il fût admis à servir dans les rangs des cubains.

Il nous a paru que « ce cas » posait un problème du plus haut intérêt et qui méritait de retenir l'attention. Il a un double aspect : 1° un père peut-il disposer de

la nationalité de son fils mineur jusqu'au point d'enlever à celui-ci son droit d'option à sa majorité ? 2° De deux actes contradictoires enregistrés par la Chancellerie, — l'un qui retire à l'enfant le droit d'option, l'autre qui le lui reconnaît — lequel doit être regardé comme valable ? Lequel comme nul et de nul effet ?

CHAPITRE II

Discussion du Cas

C'est en Avril 1893 que M. S. A. revendiqua pour son fils mineur la nationalité française ; c'est dire qu'il l'acte doit être apprécié d'après le Code civil et la loi du 26 Juin 1889. Le pouvait-il juridiquement ? — Il semble que l'affirmative s'impose à raison de l'article 9 du Code civil : « Si l'individu qui réclame la qualité de Français est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père. »

Dans l'ancien droit français, la nationalité était déterminée par le lieu de naissance ; par conséquent l'individu, né en France, de parents étrangers, même non domiciliés, était français. — C'était le système du *jus soli* — (Douai, 11 Novembre 1846., D.P. 47. 4.196). Donc si M. P. S. A. était né cent ans plus tôt, il eût été Français par cela seul qu'il avait vu le jour à Paris. Mais le Code civil n'a pas suivi sur ce point les règles du droit ancien ; il a au contraire décidé (article 9) que l'enfant né en France d'un étranger n'était Français que s'il avait accompli les rites exigés par cet article. Ces rites consistaient, pour ceux qui résidaient en France dans la déclaration qu'ils avaient la volonté d'y établir leur domicile ; et pour ceux qui résidaient à l'étranger,

dans la même déclaration, mais à laquelle devait se joindre le fait de s'établir en France.

L'article 9 ancien décidait que la réclamation de la qualité de Français pourrait être faite par l'enfant né en France d'un étranger dans l'année de sa majorité. — On en avait conclu que cette déclaration ne pouvait être faite, même à titre provisoire, *pendant la minorité* de l'enfant (Tribunal Civil de la Seine, 1^{er} Juin 1859. Paris, 30 Juin 1859 et Req., 31 Décembre 1860 — D. P. 61, 1.209).

Et cette opinion s'était trouvée fortifiée du fait qu'on avait dû élaborer certaines lois spéciales (16 Décembre 1874, 14 Février 1882, 28 Juin 1883) pour permettre à diverses catégories de personnes de faire, à certaines conditions, la déclaration prévue à l'article 9, alors qu'elles étaient encore mineures, dans le but de participer à certains concours ou de s'engager dans l'armée. Il suit de là que, sous l'empire du Code civil, la revendication faite par le père de M. P. S. A. de la qualité de Français pour celui-ci eût été inopérante. Mais ce système fut modifié par la loi du 26 Juin 1889, laquelle permit au père de remplir au nom de son enfant mineur les formalités prévues à l'article 9. M. S. A. avait donc qualité pour réclamer en faveur de son fils la nationalité française. Il le fit d'ailleurs dans les formes voulues : déclaration devant le juge de paix de sa résidence (article 6 du décret du 13 Août 1889, alinéas 1 à 5) ; enregistrement de la déclaration à la Chancellerie (dé-

cret du 13 Août 1889, art. 7). Notons en passant, qu'à cette date, l'enregistrement n'était pas prescrit à peine de nullité (Rapport présenté au Ministère de la Justice sur l'application de la loi du 26 Juin 1889 pendant l'année 1892 par M. FALCIMAIGNE, directeur des affaires civiles, *Journal Officiel* du 11 Octobre 1893). Ce point a été retouché depuis par la loi du 22 Juillet 1893.

De ce qui vient d'être dit se dégage cette première conclusion : à savoir que M. S. A. avait le droit de revendiquer pour son enfant mineur la nationalité française et qu'il le fit dans les conditions et formes voulues ; son acte est donc valable. Mais M. S. A. alla plus loin et il renonça au droit de répudiation qu'aurait son fils lors de sa majorité en vertu de l'article 8, § 4. Le pouvait-il légitimement ?

On a soutenu que la renonciation au droit de répudiation était implicitement contenue dans la déclaration par laquelle le père revendique pour son enfant mineur la qualité de Français et qu'il est par suite inutile pour le père, qui assure à son enfant la qualité de Français, en vertu du § 10, de renoncer en tant que besoin par avance au droit que lui confère l'article 8, § 4 de décliner la nationalité française dans l'année de sa majorité (modèle n° 2 des déclarations. Circulaire du Garde des Sceaux du 28 Août 1893).

Voici l'argumentation qui a été présentée à l'appui de cette opinion : « La conséquence de la déclaration souscrite et enregistrée sera de conférer d'une façon

irrévocable la qualité de français à celui qui en a été le bénéficiaire. Cette déclaration, si nous nous en reportons aux travaux préparatoires, n'a jamais été dans l'esprit du législateur, qu'une naturalisation privilégiée, affranchie d'entraves trop lourdes. Mais elle n'en produit pas moins les effets de toutes les naturalisations, entre autres l'irrévocabilité. Aussi sommes-nous loin de partager l'opinion de certains auteurs (notamment WEISS), qui reconnaissent au mineur devenu Français par la voie que nous étudions ici, le droit de répudier à 21 ans la qualité de Français en vertu de l'article 8, § 4. C'est confondre, semble-t-il, des dispositions bien différentes dans leur application et leurs buts. Qu'est-ce que l'article 9 ? Une institution de faveur qui permet aux individus nés en France de devenir en Français par une manifestation de volonté, accompagnée d'une condition de résidence, depuis leur naissance jusqu'à 23 ans accomplis. Qu'est-ce maintenant que l'article 8, § 4 ? Un moyen employé par le législateur pour saisir certains de ces individus, pour les considérer de plein droit comme Français, alors même qu'ils n'en manifestaient pas le désir. Ceux-là sont dispensés d'exprimer leur volonté, car elle est présumée.

N'est-il pas évident, que l'individu au nom duquel une manifestation de volonté est intervenue, qui est naturalisé par le mode spécial de l'article 9, § 10, ne saurait, à 21 ans, être soumis à l'article 8, § 4, institué précisément pour établir une présomption de volonté

qui, dans le cas de l'article 9, § 10, a été clairement exprimée ? On ne présume pas ce qui est déjà formellement établi.

L'article 8, § 4, l'article 9, § 10, visent des espèces différentes, emploient des moyens dissemblables, produisent des effets spéciaux. Il n'y a pas plus de raison de soumettre au premier article l'individu devenu Français en vertu du second, qu'il ne serait logique de permettre à un individu né en France d'un père né en France, Français sans faculté de répudiation, de répudier à 21 ans la qualité de Français en vertu de l'article 12, § 3, si, pendant sa minorité, son père s'était fait naturaliser Français » ¹.

Pour cet auteur, le seul fait que M. S. A. avait revendiqué pour son fils mineur la nationalité française (art. 9, § 10), aurait suffi pour que cette nationalité lui fût *définitivement* acquise, pour qu'il ne gardât plus, à sa majorité, le droit d'option. S'il en était ainsi, le droit donné au père par l'art. 9, § 10 serait vraiment grave. M. CLUZEL n'a pas été sans le remarquer ; mais il en prend son parti, trop aisément à notre sens. Dans le § 10, la déclaration est souscrite par le père au nom du mineur. Il résulte des travaux préparatoires que, dans l'esprit des Chambres, cette déclaration était instituée afin de permettre au mineur d'entrer dans les Ecoles du Gou-

(1) (C. CLUZEL, de la nationalité des enfants mineurs d'étrangers dans la législation française. Même pour le doctorat chez A. ROUSSEAU, 1901, p. 147).

vernement et de contracter un engagement militaire. Or, en pareil cas, la nécessité de cette déclaration ne se fait sentir qu'à un âge où le mineur peut déjà manifester sa volonté d'appartenir à la nation française. *Aujourd'hui, au contraire, cette déclaration est, la plupart du temps imposée par la Chancellerie à un étranger père de famille qui sollicite la naturalisation* ¹.

M. S. A. avait environ trois ans quand son père fit la déclaration de l'article 9, § 10 : il est dès lors inutile de dire qu'il ne pouvait s'y associer. Ne serait-il pas excessif de permettre à un père, dans de telles conditions, d'enchaîner à jamais son enfant à un pays donné ? On serait aux antipodes du principe que la nationalité ne s'impose pas. Pourtant M. CLUZEL estime que cette pratique de la Chancellerie ne saurait être critiquée. « Elle s'appuie d'une part, sur la faculté pour le Gouvernement d'accorder ou de refuser la naturalisation pour des motifs dont il ne doit compte à personne, et, d'autre part, sur l'intérêt très grand que présente l'unité de nationalité dans la famille » ².

Heureusement l'interprétation donnée par M. CLUZEL à l'article 9 § 10 n'est point exacte. Elle est trop contraire au principe du droit français, à savoir que, sauf exception expresse, le droit de disposer de la nationalité ne peut être exercé que par l'intéressé lui-

(1) (CLUZEL, loc. cit., p. 141).

(2) (CLUZEL, loc. cit., p. 141).

même parvenu à sa majorité. Sans doute les lois de 1889 (art. 9, § 2) et de 1893 (art. 9, § 10) ont abrogé le système du Code, d'après lequel les enfants mineurs nés en France d'un étranger, n'étaient pas admis à réclamer la nationalité française ; ils le peuvent désormais. Ils ont ainsi l'avantage de fixer leur nationalité qui, dans la législation du Code, restait indéterminée, jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge de 21 ans, mais, quand ils n'ont pas été associés à l'option, celle-ci n'est que provisoire. Cela résulte à l'évidence des lois du 16 Décembre 1871, 14 Février 1882, 28 Juin 1883, qui permettent à des mineurs d'opter *définitivement*, dans des hypothèses spéciales, pour la nationalité française avec le consentement exprès et spécial de leurs représentants légaux.

Le système *du concours à l'option* n'a pas été maintenu par les lois du 26 Juin 1889 et 22 Juillet 1893. M. André WEISS le regrette vivement : « Le nouvel article 9 appelle un grave reproche ; il semble méconnaître la nature contractuelle du lien que la nationalité crée entre l'Etat et le citoyen. De ce que le droit de cité dérive d'un accord de volontés, il suit que quiconque veut l'acquérir doit consentir expressément et *personnellement* au changement qui va s'accomplir dans sa condition. Or notre texte porte que le bénéfice de l'article 9 ne peut être acquis à l'étranger mineur que sur la déclaration faite en son nom par son père ; en cas de décès, par sa mère ; en cas de décès du père et

de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans ces cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code Civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille ; ce qui revient à dire que la nationalité française lui sera parfois conférée sans son aveu et malgré lui.

Il y a là une exagération évidente. Le devoir d'assistance qui incombe aux parents et aux protecteurs naturels de l'enfant ne va pas jusqu'à l'absorption de son individualité. Lorsque l'intérêt du mineur lui commande de se donner à la France, c'est-à-dire presque toujours à l'âge où la nécessité d'embrasser une carrière se fait sentir, il possède assez de maturité et de raison pour manifester lui-même ses intentions, pour accomplir un acte personnel et le concours de ses père, mère ou tuteur à cet acte ne devrait avoir d'autre objet que de compléter, de renforcer sa capacité légale encore imparfaite. La femme à quinze ans, l'homme à dix-huit ans, se marient par eux-mêmes et le consentement de leurs auteurs ne peut tenir lieu de leur volonté propre. Pourquoi en serait-il autrement pour un changement de patrie ? Mais la loi est formelle, même à la veille de ses 21 ans, l'individu né d'un étranger sur le sol français ne peut, par lui-même, faire connaître son option pour la nationalité française » ¹.

C'est le bon sens même ; il n'est pas admissible que l'enfant n'ait aucune part dans cet acte si important

(1) (André WEISS, loc. cit., p. 42).

de sa vie ; mais du moins est-il indispensable de réserver son droit de répudiation à sa majorité. S'il est vrai, comme nous croyons l'avoir établi au début de cette étude, que la nationalité s'analyse en un contrat passé entre l'individu et l'Etat. « il paraît évident que rien, lorsqu'il s'agit de le former, ne peut suppléer la capacité et le consentement personnel de l'intéressé. La femme et les enfants de l'étranger devenu français n'ont pas été consultés sur l'opportunité de sa dénationalisation ; leur faire subir les conséquences d'un acte dans lequel ils n'ont été pour rien, ce serait permettre au chef de famille de renoncer à un droit qui ne lui appartient pas, par l'effet de sa seule volonté » ¹.

Nous savons déjà que pour la femme et les enfants majeurs, la législation française fait une exacte application de ces principes ; en doit-il être autrement pour les enfants mineurs ? S'ils étaient vivants au moment de la demande de naturalisation du père, ne convient-il pas de leur laisser leur nationalité antérieure, ou tout au moins le droit de la recouvrer à leur majorité ? Il y a dans cette dernière faculté un minimum d'indépendance qu'il est indispensable de maintenir. Nous ne pouvons donc pas partager l'avis de M. CLUZEL, lequel croit « qu'il est inutile pour le père qui assure à son enfant la qualité de Français, en vertu du § 10, de renoncer en tant que besoin par avance au droit que lui confère l'article 8, § 4, de décliner la nationalité fran-

(1) (André WEISS, loc. cit , p. 48).

gaise dans l'année de sa majorité. Si l'article 9 n'existait pas, le père serait sans pouvoir pour renoncer au nom de son fils à un droit que celui-ci ne possèdera qu'à 21 ans, à moins que ce pouvoir ne lui ait été expressément reconnu par la loi. Le fait d'invoquer l'article 9, § 10, donne à la déclaration un caractère suffisant d'irrévocabilité » ¹.

Ce qui prouve bien que l'opinion de M. CLUZEL n'est pas fondée, c'est que la Chancellerie elle-même qui pourtant est assez portée à ne pas tenir un compte suffisant du principe que la nationalité ne s'impose pas, exige de ceux qui demandent la naturalisation, la renonciation pour leurs enfants mineurs à l'option de l'article 8, § 1.

En ce qui concerne notamment M. P. S. A., son père fut invité par la Chancellerie à renoncer à la faculté de répudiation prévue dans le texte précité. Cette renonciation était-elle valable ? Pour soutenir l'affirmative, on s'appuyait alors sur l'article II du décret du 13 Août 1889, ainsi conçu : « La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 8, § 4 ; 12 et 18 du Code civil, de décliner, à sa majorité, la qualité de Français, est faite en son nom par les personnes désignées dans l'article 9, § 2, du Code civil ».

Malgré les termes fort nets du dit décret, on se demandait si une pareille renonciation devait être tenue

¹ (CLUZEL, loc. cit., p. 418).

pour valable. Les auteurs étaient très partagés ; pour l'affirmative, on peut citer AUBRY et RAU 4^e édit. t. I. § 70, note 36. p. 371. ; DESPAGUET, *Précis de droit international privé*, 3^e édit., n^o 156., p. 334 ; AUDINET, *Revue critique* 1891, p. 42 ; pour la négative WEISS, *Traité théorique et pratique*, t. I. p. 131 et 169 ; SURVILLE et ARTHUIS, *Cours élémentaire de droit international privé*, n^o 40. Ces derniers jurisconsultes regardent l'article II du décret du 13 Août 1889 comme constituant une disposition abusive et sans valeur légale, contraire même à l'article 5 de la loi du 26 Juin 1889. Voici ce qu'écrit à ce sujet M. CLUZEL : « L'article 5 de la loi de 1889 avait confié à un règlement d'administration publique le soin de fixer les formalités à remplir et les justifications à faire..... dans les cas prévus par les articles 9 et 10 du Code Civil, ainsi que pour la renonciation à la qualité de français dans les cas prévus par les articles 8, § 4, 12 et 18 C. c. Le rôle du décret à intervenir avait donc reçu des limites parfaitement définies. Néanmoins, ses rédacteurs n'ont pas hésité à les franchir. *Car nous ne nous attarderons pas à discuter ce point évident que le fait de priver un mineur d'un droit accordé par la loi est autre chose que le règlement d'une justification ou d'une formalité* ¹.

Toutefois M. CLUZEL trouve excellent l'esprit du décret et il croit même qu'il était devenu inattaquable pour les raisons que voici : « Quoiqu'il en soit de la valeur

(1) (CLUZEL, loc. cit., p. 149).

légale de l'article II du décret au moment de sa promulgation, et en admettant qu'en droit strict les termes de cet article n'aient pas été compris dans les limites prévues par la loi, il nous paraît qu'aujourd'hui cette disposition a été approuvée par le législateur lui-même qui, de cette façon, l'a rendue inattaquable. Nous voulons parler de la Convention Franco-Belge, du 31 Décembre 1891, dont l'article 2, § 3, mentionne les individus qui peuvent décliner la nationalité française conformément aux articles 8, § 4, 12 § 3 et 18 du Code civil, à moins que, pendant leur minorité, il y ait eu renonciation à leur droit d'option, conformément à l'article II du règlement d'administration publique français du 13 Août 1889. Le Parlement ayant approuvé cette convention, nous n'hésitons pas à voir dans cette ratification une reconnaissance de la validité de l'article II du décret. C'est un véritable cas d'interprétation législative » ¹.

Ce passage nécessite plusieurs observations : 1° Le fait que la Convention Franco-Belge vise le cas de renonciation expresse au droit d'option de l'article 8 et 4, indique suffisamment que la réclamation de nationalité faite par un père pour son fils mineur à raison de l'art. 9 § 10, ne fait pas de celui-ci un Français définitif, ne lui enlève pas la faculté de répudiation à la majorité.

C'est un argument qui s'ajoute à ceux que nous avons déjà fait valoir dans ce sens et qui ne manque pas de

¹ Cf. CENZEL, loc. cit., p. 153.

force. 2° Un décret illégal ne peut se trouver validé parce qu'il est cité dans une convention diplomatique ratifiée par le Parlement. Et le fait est que, malgré que le législateur ait à deux reprises — loi du 31 Décembre 1891 et loi du 21 Mars 1905 — visé le dit décret, il a été depuis déclaré nul et de nul effet par la Cour de Cassation dans l'arrêt de VAETZ (Rq. 26 Juillet 1906, Cl 05., p. 1253). Cet arrêt fut rendu sur des conclusions fort étudiées de l'avocat général FEUILLOLEY.

M. André WEISS a présenté sur tous ces points des observations très intéressantes : « Ce droit (de décliner la nationalité française, par application de l'article 8, § 4) ce droit peut être exercé par tous ceux qui doivent à notre texte la qualité de Français, c'est-à-dire par tous ces étrangers qui, nés en France, y sont domiciliés à l'époque de leur majorité ; *jusqu'en 1909, il pouvait même l'être par ceux au nom desquels une option favorable à la France avait été formulée, avant leur vingt deuxième année, dans ces termes de l'article 9, § 10.*

Sans doute il y avait quelque chose de choquant à ce que, après avoir participé dans une large mesure aux privilèges qui sont attachés à la qualité de Français, en recevant une instruction militaire ou professionnelle réservée à nos nationaux, l'individu, né en France, pût, par une simple déclaration, repousser la patrie à laquelle il était redevable de ce bienfait et en faire profiter une nation étrangère. Et la loi du 16 Décembre 1874 avait heureusement écarté cet inconvénient pour les jeunes

gens nés en France d'un père lui-même né sur notre territoire. *Mais rien dans la loi de 1889 ne rappelait cette disposition, l'article 9, § 10 n'autorisait formellement aucune renonciation anticipée du mineur au droit de décliner un jour la nationalité française.* Vainement le décret réglementaire du 13 Août 1889 s'était-il préoccupé de suppléer au silence de la loi du 26 Juin en spécifiant dans son article 11 et dernier que « la renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 8, § 4, 12 et 18 du Code civil, de décliner à sa majorité la qualité de Français, est faite en son nom par les personnes désignées dans l'article 9 § 2 du Code civil ».

Il y avait là un empiétement du pouvoir exécutif sur le domaine du législateur, un empiétement que condamnaient les termes de l'article 5 de la loi de 1889. En autorisant le chef de l'Etat à déterminer, par un règlement d'administration publique « les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à..... la renonciation à la qualité de Français », le dit article avait limité ses attributions et n'avait évidemment pas voulu lui permettre de revenir, pour les individus dont il s'agit, au système de la loi de 1874, expressément abrogée.

C'est en ce sens que s'était prononcée la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, par un remarquable arrêt du 26 Juillet 1905, rendu sur les conclusions de M. l'avocat général FÉHILLOLEY. Cet arrêt faisait remar-

quer avec beaucoup de raison qu'il ne saurait dépendre du décret rendu en exécution d'une loi d'en modifier les dispositions et de priver telle ou telle personne des avantages et des facultés que cette loi lui confère » ¹.

Donc la renonciation faite en 1893 par M. S. A. au nom de son fils mineur au bénéfice de la répudiation prévu par l'article 8, § 4 était inopérante et par conséquent M. P. S. A. gardait le droit d'opter à sa majorité. Son libre vouloir restait sauf, en dépit de tous les efforts qui avaient été faits pour le lui enlever. L'idée que la nationalité ne s'impose pas est si juste qu'elle trouve en elle-même une force à laquelle il est difficile d'échapper.

Mais la situation se modifia par suite de la loi du 5 avril 1909. Dans son article 1 cette loi dispose : « Quand les personnes désignées à l'article 9, paragraphe 10, auront, au nom d'un mineur, renoncé à la faculté qui lui appartiendrait à sa majorité, dans le cas de l'art. 8, paragraphes 3 et 4, de l'article 12, § 3, et de l'article 18, de décliner la qualité de Français, celui-ci ne sera plus recevable à user de cette faculté ». C'était la réponse à l'arrêt précité de la Cour de Cassation. Donc désormais plus de question ; les représentants légaux des mineurs peuvent leur enlever le droit de répudiation qu'ils avaient jusqu'alors à leur majorité. Mais la loi est de 1909 et la renonciation faite par M. S. A. est de 1893. En principe donc elle ne lui était pas applicable parce

(1) (André Weiss, loc. cit., pp. 60 et 61).

que les lois, sauf exception expresse, ne disposent que pour l'avenir et n'ont point d'effet rétroactif.

Mais il y avait un article 2 ainsi conçu : « Les individus auxquels la faculté de décliner la qualité de Français est réservée par l'un des articles ci-dessus, qui se trouveront, lors de la promulgation de la présente loi, dans l'année de leur majorité, pourront, pendant la dite année, renoncer au bénéfice de la déclaration souscrite en leur nom par leur représentant légal au temps de leur minorité. Il en sera de même de ceux qui, mineurs au moment de la promulgation de la loi, deviendront majeurs dans les six mois qui la suivront. *Les autres mineurs conserveront définitivement le bénéfice de la déclaration* souscrite en leur nom si, dans le même délai de six mois, leur représentant légal n'y a pas renoncé ».

Consulté sur le point de savoir si l'article 2 de la loi de 1909 avait pour effet de priver définitivement M. P. S. A. du droit d'opter à sa majorité pour la nationalité cubaine, M. le Professeur PILLET répondit par la négative et produisit à l'appui de son opinion une remarquable dissertation qui est inédite, mais dont on a bien voulu nous confier quelques pages. Voici ce qu'il dit : « La législation française sur la nationalité a été depuis le milieu du ^{xix}^e siècle une réaction constante du *jus soli* contre le *jus sanguinis*. Rien ne le montre mieux que l'examen de la situation des fils d'étrangers nés en France. Sous l'empire du Code civil, leur condition était

uniforme. Tout enfant né en France de l'étranger était étranger ; mais il pouvait, dans l'année suivant sa majorité, réclamer la qualité de français en déclarant son intention de fixer son domicile en France s'il y résidait à cette époque ou si non, de faire sa *soumission* de fixer son domicile en France et de l'y fixer dans l'année. La loi du 7 Février 1851 a introduit en la matière une distinction essentielle en séparant les enfants nés en France de parents étrangers qui y sont eux-mêmes nés de ceux dont les parents sont nés hors de France. Les premiers sont français, à moins que dans le courant de leur 22^e année, ils n'optent pour la nationalité de leurs parents. Les autres restent soumis à l'article 9. La loi du 16 Décembre 1874, accentuant cette différence, permet (article 2) aux jeunes Français, en vertu d'une double naissance sur le sol français, de renoncer à leur droit d'option au cours de leur minorité avec l'assistance de leurs parents, mais seulement s'ils voulaient s'engager dans les armées françaises et par conséquent, à l'âge où cet engagement était possible, ou s'ils avaient passé avec succès les examens d'entrée à une Ecole du Gouvernement. » Cette évolution de notre jurisprudence est incontestable, et M. PILLET en a, sans réfutation possible, dégagé le sens véritable. M. WEISS partage la même opinion ; il enseigne que le Code civil se rattachait au *jus sanguinis* et ne faisait qu'une place infime au *jus soli*. « La loi du 7 Février 1851 alla plus loin. Inspirée par le désir de combattre les progrès et les

dangers toujours croissant de l'apatridie, elle vint attribuer de droit à l'enfant né sur le sol français d'un étranger qui y a vu le jour, la nationalité française sous la condition *résolutoire* d'une option exprimée, dans sa vingt deuxième année, en faveur de la patrie dont relève son père. Enfin la loi du 26 Juin 1889, modifiée en 1893, a fait un pas nouveau et décisif dans le sens d'un retour au *jus soli* » ¹.

Il importait de nettement préciser la tendance de la législation française, parce que cela sera la base de l'argumentation d'apparence un peu subtile, mais fondée dans la réalité qui va suivre.

On se souvient que la loi du 26 Juin 1889, dans son article 9, § 2, a donné aux parents le droit de réclamer la nationalité française au nom de leurs enfants mineurs. Il y a là une brèche importante au principe que la nationalité est affaire d'ordre essentiellement personnel. Tout au moins convient-il de ne pas l'étendre arbitrairement. C'est pourquoi, dans sa consultation, M. le Professeur PILLET disait : « Nous n'avons pas ici à critiquer la loi, mais à l'interpréter. Quelle est exactement sa signification ? Il faut pour la dégager rapprocher l'article 9, § 2 de l'article 9, § 1. Ce dernier, sous l'empire de la loi de 1889, s'exprimait ainsi : « Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité, pourra jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, faire sa soumission de fixer son domicile en

(1) (André WEISS, loc. cit., p. II).

France et, s'il l'y établit dans l'année à compter de sa soumission, réclamer la qualité de français par une déclaration qui sera enregistrée au Ministère de la Justice » et le § 2 : « S'il est âgé de moins de 22 ans accomplis la déclaration sera faite par son père, etc. »

On le voit, quand il s'agit d'un majeur, ou il est domicilié en France et alors il devient Français de droit et rétroactivement (8. § 4) ou il faut qu'il fasse sa soumission de fixer son domicile en France et qu'il l'y établisse en effet dans l'année de sa soumission. Alors seulement il pourra réclamer la qualité de français par une déclaration qui sera enregistrée. Pour le mineur, la loi se borne à dire que la déclaration sera faite en son nom par son père, etc..... Donc deux conditions sont imposées au majeur : la déclaration et le domicile en France ; une seule est expressément requise du mineur : la formalité de la déclaration.

De cette différence est-on fondé à conclure que le mineur né en France deviendra Français par la seule déclaration de son père, même s'il n'est pas domicilié en France, même s'il n'y réside pas ? Certainement non, la condition de domicile est exigée du mineur comme du majeur ; le contexte suffit à le démontrer ; le § 2 ne modifie le § 1 que quant à la personne capable de faire la déclaration ; il laisse intacte la condition de domicile qui reste commandée par l'article 1^{er}. A raisonner autrement, on accorderait la qualité de Français à des mineurs que ne rattache à la France que le fait

accidentel de leur naissance sur le sol français. Ce n'est pas sérieusement soutenable ».

Pour le distingué jurisconsulte, la déclaration des parents n'est donc pas une condition suffisante ; il faut que s'y ajoute la résidence sur le sol français, sans quoi la faculté déjà assez exorbitante accordée par la loi française aux parents ne se justifierait plus du tout. On romprait vraiment trop avec l'idée que « c'est dans un contrat synallagmatique, intervenu entre l'Etat et le citoyen que se trouve la base juridique de la nationalité ». Sans doute, ce contrat ne peut pas être fait par l'intéressé au seuil de sa vie et l'Etat doit recourir à des présomptions ; mais encore faut-il que ces présomptions reposent sur des données en harmonie avec le principe que le lieu de nationalité ne peut naître que d'un accord de volonté... Comme le dit M. WEISS : « Le premier devoir du législateur envers l'enfant nouveau-né est de lui assigner, *en prenant conseil de son intérêt présumé*, de la volonté qui serait vraisemblablement la sienne, s'il était en état de la faire connaître, une nationalité qui le saisisse à l'heure même de sa naissance et à laquelle il demeure fidèle, *jusqu'au jour où devenu capable d'avoir et d'exprimer ces préférences, il se donne à la patrie de son choix*. C'est donc à l'interprétation de la volonté de l'enfant que se réduit, au moins dans la doctrine moderne, qui fait dériver le droit de cité d'un contrat intervenu entre l'Etat et chacun de ceux qui le composent, la détermination de nationalité d'origine.

Mais cette volonté qui ne peut encore se faire jour, de quels indices, de quelles circonstances sera-t-on en droit de l'induire ? » ¹.

Peut-être dira-t-on que nul n'est mieux placé que le père pour décider de la volonté probable de l'enfant ? Ce serait parfois une erreur que de le croire, à preuve le cas que nous étudions. M. S. A. ne poursuivait, semble-t-il, qu'un but en demandant la naturalisation française, c'était devenir sujet d'un pays qui admettait le divorce. Sans doute d'autres Etats que la France font une place au divorce dans leur législation et M. S. A. eût pu porter ses préférences sur eux. Mais il avait obtenu des diplômes à la Faculté de médecine de Paris et sujet français, il pourrait les utiliser et en vivre. La naturalisation française présentait donc pour lui un indéniable intérêt ; mais il se heurta à la pratique de la Chancellerie dont nous avons déjà parlé et qui imposait à l'étranger père de famille qui sollicitait la naturalisation de la déclaration prévue à l'article 9, § 10. Pour aboutir dans son dessein qui était de devenir sujet français il fit donc la déclaration exigée et renonça pour son fils mineur au droit de répudiation qu'il devait avoir à sa majorité, aux termes de l'article 8, § 4.

On ne peut pas raisonnablement soutenir, dans l'espèce, que M. S. A. prenait en considération le véritable intérêt de son enfant. On se souvient, en effet, que la mère de celui-ci était restée de nationalité espagnole

(1) (André WEISS., loc. cit., p. 5.)

(aujourd'hui cubaine) et il faut ajouter que toute la famille et toute la fortune de M. P. S. A. se trouvaient et se trouvent à Cuba. Il était susceptible d'occuper, quand il en aurait l'âge, une situation importante dans son pays d'origine, comme d'ailleurs les événements postérieurs l'ont démontré. Il eut eu certes plus de difficultés à « percer » en France.

Cet exemple permet de toucher du doigt ce qu'a de grave l'innovation contenue dans l'article 9, § 2 de la loi du 26 Juin 1889, surtout si l'on admet, en outre, que le père peut priver son enfant du bénéfice de l'article 8, § 4.

M. PILLET croit que du moins la volonté du père est conditionnée par la nécessité de la résidence de l'enfant sur le sol français. Voici l'argumentation : « Le législateur a réalisé dans l'article 9, § 2 une innovation très considérable. C'est la première fois qu'il a décidé, qu'un enfant né sur le sol français de parents qui n'y sont pas nés, deviendrait Français sans aucune participation de sa volonté. Cette francisation, le législateur l'a-t-il attachée à la simple naissance sur le sol français, reprenant ainsi la tradition de notre ancien droit ? Non. Car alors la formalité de la déclaration ne se comprendrait pas ».

On pourrait ajouter d'autres considérations que le savant Professeur n'indique pas, sans doute parce qu'il les croit assez connues. Il est bon cependant d'observer que ce fait de la naissance en France n'a pas par lui-

même de valeur sérieuse en tant qu'indice d'attachement à ce pays ; il est nécessaire qu'il s'y ajoute d'autres preuves. Lesquelles ? Écoutons M. PILLET : « Dans l'article 9 § 2, comme dans l'article 8 § 4, *la loi a attaché cet effet à la naissance jointe à la condition de domicile en France à l'époque où se produit le changement de nationalité* ; la seule différence, c'est que la loi de 1889 a confié aux parents le soin de faire cette déclaration à raison de l'incapacité juridique du mineur ».

Que tel soit bien le sens de la loi, c'est ce que démontrent croyons-nous, les travaux préparatoires. À l'origine de la loi du 26 juin 1889 se trouve une proposition Batbie (Sénat N° 401, session 1882. Annexe au P. V. de la S. du 18 Juillet 1882). Son article 10 décidait que l'individu né en France d'étrangers pouvait devenir Français par voix de déclaration dans l'année de sa majorité. L'article II disposait que la même faveur serait accordée à l'individu de cette catégorie qui aurait dépassé l'âge de la majorité, à la condition qu'il ait fait son service militaire en France ou qu'il le fit.... L'article 13 § 5 accordait aux mineurs nés en France de parents étrangers mais y ayant leur résidence habituelle le droit d'opter pour la France avec le concours de leurs représentants légaux, dans le cas où ils voudraient contracter un engagement dans l'armée ou concourir pour les grandes Ecoles. Cette proposition respectait donc le

principe, que la nationalité est une question d'ordre essentiellement personnel à l'intéressé.

La proposition Bathie fut un peu modifiée par un projet du Conseil d'Etat, dans lequel il était stipulé que l'individu né en France d'un étranger aurait pu être naturalisé par décret, à partir de 18 ans jusqu'à l'âge de 22 ans, en prouvant qu'il avait eu en France une résidence habituelle de trois ans pendant les cinq dernières années. Ce projet tenait compte d'une double idée : 1° la participation de l'intéressé à son changement de nationalité était maintenue ; 2° le gouvernement gardait un pouvoir de contrôle qui lui permettait de fermer la porte de la France à des individus peu dignes de faveur.

Ce projet n'aboutit pas et il fut remplacé par un autre, d'inspiration toute différente, dans lequel il était proposé de déclarer français, sauf faculté de répudiation, tout individu né en France d'un étranger. (Chambre des Députés. session 85. Annexe au P. V. de la séance du 26 Juin 1885).

De profondes modifications furent apportées en cours de discussion. Tout d'abord la condition de stage exigée par le Conseil d'Etat fut supprimée. Puis on abandonna le système de la naturalisation pour celui de la déclaration acquisitive (Séance du 3 Février 1887). On substitua aux mots « *obtenir la naturalisation sans condition de stage, les mots réclamer la qualité de Français*. M. de MARCÈRE commenta cette substitution dans les termes que voici : « Le Sénat voit quelle est la différence de

cés deux textes et quelle peut être la différence de la condition imposée à l'étranger pour se faire naturaliser ; aux termes des propositions de la Commission, l'étranger doit obtenir la naturalisation ; aux termes de l'amendement, il n'a simplement qu'à réclamer cette naturalisation. Dans le premier cas, il faudra que l'étranger s'adresse au Gouvernement, produise ses pièces, qu'il accomplisse certaines formalités, en un mot qu'il se livre à des opérations préalables, à la suite desquelles, il pourra obtenir la naturalisation. Dans le second cas « pas de formalités, pas de longueurs, pas de difficultés ».

Cette transformation du projet en cours de discussion s'explique par des raisons patriotiques ; mais tout le monde est patriote ; seulement tout le monde ne comprend pas le patriotisme de la même façon. Il est toujours assez difficile de savoir quel est le meilleur mode de servir sa patrie. Voici ce qu'écrit à ce sujet M. CLUZEL : « Le législateur avait les meilleures raisons de vouloir porter remède à l'inquiétante situation de notre pays. Placé entre les indéniables résultats de la diminution de la natalité et l'afflux toujours croissant des Etrangers sur notre sol, il a donc pensé faire œuvre habile en assimilant ces Etrangers dans la plus large mesure : ainsi, selon lui, serait palliée en partie la faiblesse numérique des naissances françaises et le danger des agglomérations d'Etrangers.

Certes, il ne nous semble pas douteux — et nous ne

pensons pouvoir être contredit par personne sur ce point — qu'on ne peut que déplorer amèrement que la décadence de la population de race française ait contraint notre législation à rechercher dans l'adoption à outrance des Etrangers le moyen de donner des enfants à la France..... La brusque et aveugle adjonction d'Etrangers, dans une nation ancienne, aux caractères déterminés et fixés, est contraire à l'idée même de la patrie, nuisible à sa force, à son unité... » ¹.

Le système de la loi du 26 Juin 1889 peut être regardé comme fâcheux à un double égard ; on incorpore à la France des individus qui ne seront peut-être pour elle qu'une source de charges et d'embarras ; on viole vis-à-vis de certains individus le droit à la libre disposition d'eux-mêmes, qui paraît pourtant sacré.

Dans le cas de M. P. S. A. non seulement le père avait revendiqué pour son fils la qualité de Français (article 9 § 2), mais il avait encore renoncé pour lui et par avance au droit d'option de l'article 8 § 4. Dans sa consultation, M. le Professeur PILLET, sentant que c'était là le point délicat de l'affaire, s'était attaché à déterminer la portée de cette renonciation. Voici comment s'exprimait : « On s'est fort peu occupé de cette renonciation du père au droit de répudiation de son fils. Jusqu'à la loi du 5 Avril 1909, le législateur n'en a rien dit du tout ; les interprètes pas grand chose ; la jurisprudence ne s'en est occupée que pour les condam-

* (1) (CLUZEL, loc. cit., p. 224).

ner. Personne, à ma connaissance, n'a cherché à déterminer ses conditions juridiques. Essayons de le faire...

« Il nous paraît certain que la renonciation du père au droit de répudiation de l'enfant prévue par l'article I de la loi du 5 Avril 1909 est soumise aux mêmes conditions de validité que la déclaration de l'article 9 § 2 et, en particulier, qu'elle ne peut être valablement faite qu'au nom d'un enfant domicilié de fait en France en ce moment. Qu'est-ce que cet acte que la loi qualifie de renonciation ? Ce n'est pas en réalité une renonciation. Une renonciation est un acte qui dissout un lien de droit existant et ne laisse rien subsister après lui. Ici nous sommes en présence d'un acte qui confirme une qualité appartenant à la personne pour qui il est fait et rend cette qualité irrévocable. *C'est une renonciation à une faculté de renonciation, c'est-à-dire un procédé d'acquisition.* Est-ce par la volonté du père que cette consolidation se produit ? Nullement, le père agit au nom de son fils comme si ce dernier après sa majorité jugeait bon de fixer immédiatement sur sa tête la qualité de français qu'il vient d'acquérir par l'effet de son domicile en France. Dans un cas comme dans l'autre, l'enfant de l'étranger rend définitif l'effet du *jus soli* sur sa nationalité. La raison indique suffisamment qu'il faut, pour rendre définitive une acquisition de nationalité procurée par le domicile en France, que ce domicile existe encore au moment de cette consolidation ; s'il était possible de faire une différence entre ces deux cas, on serait

conduit à dire que le domicile de l'enfant en France est plus nécessaire encore lorsqu'il est mineur lors de sa renonciation. Alors en effet, *l'acte se passe en dehors de lui ; il n'a pas l'appui de sa volonté ; il est l'œuvre d'une personne tierce qui, contrairement à tous principes, dispose de la nationalité d'un autre ; il n'a de valeur que comme effet attribué par la loi au séjour du mineur sur le territoire français* ».

M. PILLET s'efforce de limiter le champ d'application de l'option des parents pour leurs enfants mineurs, ainsi que celui de la renonciation à la faculté de répudiation que la loi réserve à ceux-ci lors de leur majorité ; il croit que ces *privileges* attribués aux représentants légaux des mineurs ne sont susceptibles de s'exercer que si, tout au moins, ces derniers résident en France. Nous permettra-t-on de dire que c'est là un bien mince correctif à ce que le système français a d'exorbitant ! Il est en contradiction avec les principes généralement acceptés en matière de nationalité à deux points de vue . 1° en ce qu'il rend français un individu sans aucune participation de sa volonté et 2° en ce qu'il le rend ainsi français sans lui réserver un droit d'option à sa majorité. Le remède adéquat serait de décider soit qu'on ne peut pas changer de nationalité, sans une manifestation personnelle de volonté, soit du moins sans être mis en situation de revenir sur ce qui a été fait — sans le concours de l'enfant -- par ses représentants légaux.

Voici ce que proposait sur ce point M. CLUZEL dès

1901 et les raisons qu'il donnait n'ont rien perdu de leur valeur : « Pour les mineurs qui réclament la qualité de Français, ou qui renoncent par avance à décliner la nationalité française, il nous paraîtrait bon d'abandonner le système en vertu duquel les représentants légaux interviennent aujourd'hui au nom des enfants. Le mineur lui-même *comparaîtrait*, assisté de son père ; un âge minimum serait fixé, quinze ans par exemple, afin de donner à cet enfant l'accès de toutes les Ecoles. En effet, pour qu'un mineur entre dans une école par voie de concours, ne faut-il pas l'accord de volontés du père et du fils ? Peut-on concevoir un enfant préparant un examen, y prenant part, contraint et forcé, se laissant enfermer à l'Ecole normale, à l'Ecole Polytechnique, à l'Ecole militaire, de par la seule volonté paternelle ? En réalité, la carrière de l'enfant est décidée par suite d'un accord réciproque où, sans doute, la volonté du père a parfois une part prépondérante en raison de son expérience et des sacrifices qu'il s'impose. *Mais de même que l'enfant embrasse personnellement et librement en somme la carrière de son choix avec toutes ses conséquences sur sa vie entière, de même il devrait intervenir en personne dans la décision qui engage sa nationalité. On ne verrait plus ainsi des parents renoncer au nom de leurs enfants à un droit qu'ils ne posséderont qu'à vingt deux ans, alors que ces enfants sont parfois à peine nés, et alors aussi que l'intérêt des parents inspire seul leur conduite ».*

Voilà la vraie doctrine et l'on dirait que les dernières paroles ont été écrites pour « l'espèce » qui nous occupe. Comme nous le savons déjà, ce n'est qu'en 1889 qu'on est arrivé à admettre qu'un individu pouvait changer de nationalité, sans que sa volonté y eût aucune part. L'ancien art. 9 (texte de 1804) était ainsi conçu : « Tout individu, né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de français ; pourvu que dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année, à compter de l'acte de soumission, » Comme on le voit, cet article réservait ses faveurs aux seuls étrangers majeurs. On avait considéré que l'élection de patrie exerce son influence sur l'état, sur la capacité, sur les relations de famille de ceux qui l'effectuent, sur la législation dont ils relèveront désormais, et qu'il serait dangereux de permettre à un incapable de prendre par lui-même une décision qui rejaillira sur tout son avenir » ¹.

Mais on s'était aperçu que cette solution n'était pas sans inconvénients. Comme le dit encore M. WEISS : « Refuser au mineur, né en France, la faculté d'acquiescer la nationalité française par le bienfait de la loi, c'était le plus souvent lui fermer les écoles spéciales

(1) (André WEISS, loc. cit., p. 30).

du Gouvernement et les diverses carrières publiques soumises à la loi du concours et de la limite d'âge, puisque cette limite va rarement au delà de la majorité ; et c'était rompre ainsi dès le début l'égalité qui doit exister, au point de vue de l'aptitude aux emplois, entre le français qui doit cette qualité à sa filiation et le français *jus soli* » ¹.

Ces considérations n'étaient certes pas dénuées de valeur ; mais, on pouvait en tenir compte sans aller aussi loin que l'a fait la loi du 26 juin 1889. Certes le système du Code et l'interprétation qu'en avait donné la jurisprudence étaient trop rigides. Non seulement, en effet, les majeurs seuls pouvaient opter pour la France ; mais il fallait encore que l'option fut expresse et faite dans l'année de la majorité. Ainsi décidé par un arrêt de Cassation du 8 juillet 1846 (D. P. 46. I. 263) lequel dispose que la déclaration prescrite par l'article 9 doit être expresse et ne peut être suppléée par des équivalents, pas même par ce fait d'avoir contracté un engagement volontaire dans l'armée française. En outre, le délai d'un an à partir de sa majorité, dans lequel un enfant né en France de parents étrangers devait réclamer la qualité de français était fatal ; toute déclaration faite en dehors des délais était inopérante (Paris 5 juin 1829. z. d. droits civils 138 et 139). Une loi du 22 mars 1849 apporta un peu de souplesse au système du Code et l'évolution dans ce sens se poursuivit avec

(1) (André WEISS, loc. cit., p. 30).

les lois du 7 février 1851, 16 décembre 1874 et 28 juin 1883 ; mais jamais jusqu'à la loi du 25 juin 1889 on ne se passa de la volonté de l'intéressé

M. PILLET préoccupé de restreindre le champ d'action d'une disposition si exorbitante, croit que la déclaration des représentants légaux n'est pas efficace par elle-même ; il faut que s'y ajoute la résidence de l'intéressé sur le sol français, M. WEISS s'est aussi posé cette question, voici dans quels termes : « L'article 9 s'occupe uniquement de la déclaration d'option qui devra être faite au nom du mineur de vingt et un ans. Est-ce donc la seule formalité qui lui soit imposée pour qu'il devienne français ? La soumission d'acquérir un domicile en France et l'établissement sur notre territoire qui, aux termes de l'article 9, § 1, doivent nécessairement précéder la déclaration, ne sont-ils exigés que de l'étranger majeur ? On l'a soutenu, en faisant remarquer que l'on ne saurait astreindre à un changement de domicile un mineur qui, d'après les principes du droit français qui va le régir (Code civil., art. 108) est toujours domicilié chez son représentant légal. Mais ceci n'est vrai que du mineur non émancipé. L'émancipation lui donne le droit d'avoir un domicile personnel, distinct de celui de son père ou de son tuteur. Et même en dehors de toute émancipation, ces conditions pourront être remplies, mais pour cela, il sera nécessaire que le père ou le tuteur transfère sur le sol français son propre domicile et par suite le domicile du mineur qui lui est confié. Cette

obligation sera de nature à prévenir les options considérées et par cela même elle contribuera pour les intérêts de l'incapable une précieuse sauvegarde.

S'il était permis au mineur d'acquérir la nationalité française par la seule déclaration de son représentant, l'option formulée en son nom n'aurait pour lui ni valeur, ni sanctions pratiques ; intervenue dès son plus bas âge, elle le laisserait libre de rester à l'étranger, d'y conserver son habitation, ses intérêts, ses droits, sa nationalité même, quitte à se prévaloir plus tard, s'il y trouvait quelque utilité, de sa qualité de français. Ce n'est pas là ce que le législateur a voulu. Il faut que la volonté d'être Français, que la déclaration affirme, soit corroborée, aussi bien chez le mineur que chez le majeur par la rupture des liens qui les rattachent encore à leur pays d'origine, par le transfert de leur domicile sur le territoire où ils auront désormais droit de cité. Et ce qui prouve que tel est bien le sens de notre texte, c'est que le modèle de déclaration annexé à la circulaire ministérielle du 23 Août 1889, en exécution de ce texte, vise exclusivement le mineur *né en France et actuellement domicilié en France* ; il suppose donc qu'antérieurement à la déclaration dont il nous donne la formule, le mineur a acquis un domicile en France » ¹.

Il résulte des pages qui précèdent que MM. WEISS et PILLET sont d'accord pour croire que la *seule* déclara-

(1) (André WEISS, loc. cit., p. 44).

tion de son représentant légal ne suffit pas pour faire acquérir au mineur la nationalité française ; il faut en outre qu'il soit, à la date de la dite déclaration, domicilié en France.

Mais les deux éminents juristes ne sont d'accord qu'en apparence ; tandis que pour M. WEISS le domicile légal est seul requis, pour M. PILLET ce qui est nécessaire, c'est un domicile de fait. « Parce qu'il s'agit du *jus soli*, nous disons qu'il s'agit d'une attache réelle et de fait, d'une résidence en France et non pas d'un domicile légal qui est une fiction et peut faire considérer comme domicilié en France un mineur qui a quitté notre pays depuis des années et n'y rentrera peut-être jamais » (PILLET, consultation précitée)

Le débat va donc en se circonscrivant ; sur le point de départ, l'opinion est unanime : pour qu'un enfant mineur né d'un étranger en France puisse être dénationalisé par la volonté de ses représentants légaux, il est nécessaire qu'il soit au moins domicilié en France. Les divergences commencent sur la question de savoir de quel domicile il s'agit, domicile légal ou domicile de fait.

Notons d'abord que M. AUDINET se prononce dans le même sens que M. WEISS. Voici ce qu'il écrit « d'après le dixième paragraphe de l'article 9, l'individu qui peut, avant l'âge de 21 ans, réclamer la nationalité française, est le même dont il est question dans le paragraphe 1^{er}, c'est-à-dire qui n'est pas domicilié en France à sa majorité. Nous rencontrons aussi cette assertion dans les

rapports présentés à la Chambre des Députés et au Sénat (2^e rapport supplémentaire de M. A. DUBOST. Chambre, documents parlementaires, 1889, p. 576. Rapport de M. DELSOL. Sénat, documents parlementaires, 1887, p. 234). Ce n'est cependant que par inadvertance qu'on a pu la produire. Le mineur qui aurait le droit de réclamer la nationalité française serait celui qui, né en France, n'y est pas domicilié à sa majorité ; cette proposition renferme une véritable contradiction : comment savoir si le mineur sera domicilié en France à sa majorité ? Tous les mineurs, nés en France qu'ils y soient ou non domiciliés, peuvent réclamer la nationalité française ; tous sont étrangers, tous ont le même intérêt ; tous doivent avoir le même droit ; il n'y aurait aucune raison pour refuser aux uns la faculté qu'on accorde aux autres. Le plus souvent même, ce sont les mineurs actuellement résidant en France qui auront intérêt à devenir Français. »

Ayant donné cette interprétation de bon sens de l'article 9, § 10, le distingué Professeur indique à quelles conditions la réclamation de la qualité de Français est soumise : « Le mineur doit avoir son domicile en France ou venir l'y fixer. Comme nous l'avons déjà dit, *il satisferait également à cette condition, soit qu'il ait en France son domicile légal avec son père ou son tuteur, soit qu'il y ait seulement sa résidence habituelle.* La loi n'exige pas ici la soumission préalable, relative à l'établissement du domicile, précisément sans doute

parce que le mineur n'a pas, au sens légal du mot, de domicile indépendant » ¹.

M. PLANIOL reconnaît bien, et en cela il se rapproche de M. PILLET, que le domicile légal est souvent une fiction. Dans certains cas, la loi détermine d'office le lieu du domicile d'une personne, parce qu'elle estime que son principal établissement doit nécessairement se trouver dans le lieu qu'elle indique... En fixant lui-même le domicile de ces personnes, le législateur a certainement pensé qu'il existait pour elles une résidence obligatoire et qu'elles n'en pouvaient pas avoir d'autres. *Les prévisions sont souvent contredites par les faits et le domicile légal peut être purement fictif* » ².

Mais en même temps, le savant auteur estime que l'enfant, n'ayant pas la disposition de sa personne ni de ses biens, est incapable d'avoir un domicile personnel ; *il n'a qu'un domicile d'emprunt, celui de la personne qui s'occupe de lui et de ses affaires* » ³.

Quoiqu'il en soit d'ailleurs, le fait d'exiger que le mineur pour être dénaturalisé par ses représentants légaux soit domicilié de fait ou de droit en France, ne nous paraît pas un correctif vraiment sérieux à ce que présente d'exorbitant la loi du 26 juin 1889, complétée et aggravée par la loi du 5 avril 1909. Sauf ces cir-

(1) (AUDINÉT, p. 63).

(2) (PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, t. 1^{er}, p. 203, 7^e édit. 1913).

(3) (PLANIOL, loc. cit., p. 204).

constances exceptionnelles, cette condition de domicile ou de résidence ne constituera qu'une formalité sans portée et sans difficultés. Il n'est en général pas mal aisé pour un étranger, notamment s'il est riche, de venir s'établir en France avec son fils mineur le temps voulu pour faire la déclaration de l'article 9, § 10. Il nous semble donc que les éminents juristes que nous avons cités ci-dessus font trop de cas du domicile ou de la résidence. Ce qui est grave c'est que les représentants légaux d'un mineur puissent disposer de sa nationalité et cela définitivement. Il y a là une méconnaissance sérieuse du droit que l'on reconnaît en général à un individu de disposer de lui-même.

Un autre reproche doit encore être fait à la loi française et il n'a pas échappé à M. AUDINET : « On doit reprocher ici au législateur de n'avoir tenu aucun compte des lois étrangères. Il donne au mineur le droit d'acquérir la nationalité française ; il donne le pouvoir de la réclamer en son nom à son père, à son tuteur et à son conseil de famille. *Or le mineur est encore étranger , c'est la loi étrangère qui le régit et généralement elle ne lui accorde pas la capacité de changer de nationalité* ; la même loi règle les attributions de son tuteur et organise sa tutelle d'une façon souvent toute différente de la loi française. Fréquemment donc, le mineur sera devenu français, sans perdre sa nationalité d'origine : il aura deux nationalités, ce qui est un inconvénient grave. Parfois même, il sera impossible, en

fait, de se conformer au texte de l'article 9. Comment y parvenir, si, dans le pays du mineur, il n'y a pas de conseil de famille ? *Il eût été bien préférable, en pratique comme en théorie, de s'en rapporter à la loi étrangère pour régler les conditions dans lesquelles le mineur serait représenté ou habilité ; mais la loi française n'a pas voulu le faire »* ¹.

On peut ajouter ici que, par suite de l'article 12, § 3 du Code civil : « Deviennent français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité ils ne déclinent à cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8, § 4. »

La loi française a donc une tendance à faire produire à la naturalisation en France certains effets collectifs, alors qu'elle n'en fait pas produire à la dénaturalisation. M. WEISS éprouve une certaine gêne de cette différence de traitement : « Le système que le législateur a adopté pour les enfants mineurs de l'étranger, les déclarant eux-mêmes et de plein droit français sous la condition résolutoire d'une option contraire formulée lors de leur majorité, ne commande-t-il pas une solution analogue pour les enfants mineurs du français qui a acquis une nationalité étrangère ; ne faut-il pas dire qu'ils ont perdu en même temps que lui, la qualité de français ?

La négative ne semble pas douteuse. La législation

(1) (AUDINET, loc. cit., p. 64).

de 1804, interprétée par la jurisprudence, restreignait, nous l'avons dit, à la personne du chef de famille les conséquences de son changement de patrie, aussi bien lorsqu'il acquérait une nationalité étrangère que lorsqu'il acquérait la qualité de français. *La nationalité dérivant d'un contrat, d'un accord de volonté, il avait paru légitime d'exiger de chaque intéressé un consentement personnel et individuel pour toutes les modifications qui pourraient lui être apportées.*

La loi de 1889 a cru devoir renoncer à cette règle en ce qui touche les enfants mineurs de l'étranger naturalisé français ; mais elle l'a fait par un texte formel ; quant aux enfants mineurs du Français dénaturalisé, elle les a passés sous silence ; et ce silence même atteste qu'elle n'a pas entendu les soustraire à l'application normale des principes ; n'étant pas compris dans l'exception nouvelle, ils demeurent soumis à la règle ancienne.

On conçoit à la rigueur que le législateur ait attaché un certain effet collectif à la naturalisation d'un étranger en France, persuadé qu'il était d'une part, que la nationalité française constitue un avantage inappréciable et ne peut être que reçue avec gratitude par ceux auxquels elle est offerte, dominé, de l'autre, par le désir d'incorporer à la population française des éléments nouveaux. Dans tous les cas, cette incorporation n'est que provisoire pour le mineur ; l'expression de sa volonté n'est que suspendue ; devenu majeur il a le

droit de revenir, par une simple option, à sa patrie d'origine (Code civil, art. 12, § 3).

Ici au contraire, il ne s'agit plus de donner à la France des citoyens et des soldats, il ne s'agit plus d'améliorer la condition du mineur, mais de le frapper d'une *capitis minutio*, d'une déchéance dont il ne lui appartiendrait pas d'arrêter plus tard les effets, puisque sa réintégration serait toujours subordonnée au bon plaisir du gouvernement français (Code civil, art. 18) ¹.

Le distingué Professeur plaide les circonstances atténuantes ; il apparaît assez clairement que les dénationalisations où la volonté des intéressés n'a aucune part ne lui agréent point.

C'est une présomption qui n'est pas toujours fondée que celle que pose la loi, à savoir que la nationalisation française est toujours un bienfait. C'est parfois le contraire qui est exact, comme le montre suffisamment le cas de M. P. S. A., lequel avait tout intérêt à demeurer cubain.

D'autre part, la francisation à outrance qui était dans les vues du législateur de 1889 et de 1909 n'a pas toujours été heureuse pour la France ; la guerre de 1914-1918 en a été la preuve péremptoire. On a dû faire une loi (7 avril 1915) autorisant le gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de Puissances en guerre avec la France. Voici quelques-unes des dispositions de cette loi : Ar-

(1) (André WEISS, loc. cit., p. § 140).

ticle 1^{er}. — En cas de guerre entre la France et une Puissance à laquelle a ressorti un étranger naturalisé, celui-ci pourra être déchu de la naturalisation, lorsqu'il aura conservé la nationalité de son pays d'origine ou du pays dans lequel il a été antérieurement naturalisé. » Il y a là une allusion et une réplique à la loi allemande du 22 juillet 1913 sur la nationalité d'Empire et d'Etat (loi Delbrück, *Journal de droit international privé* 1914, p. 289, art. 25). « Conserve la nationalité d'Etat celui qui, avant d'acquérir la nationalité étrangère obtient, sur sa demande, l'autorisation écrite de l'autorité compétente de son pays d'origine de conserver sa nationalité d'Etat. Avant d'accorder cette autorisation, le Consul d'Allemagne devra être entendu avec l'assentiment du Conseil fédéral ; le chancelier d'Empire peut ordonner que l'autorisation prévue à l'alinéa précédent ne sera pas accordée aux personnes qui veulent acquérir la nationalité dans un Etat étranger déterminé. » Non seulement, la loi française du 7 avril 1915 prévoit des cas de déchéance facultative ; mais prévoit encore des cas de déchéance obligatoire . « La déchéance sera obligatoire si le naturalisé a recouvré une nationalité antérieure ou a acquis toute autre nationalité ; s'il a, soit porté les armes contre la France, soit quitté le territoire français pour se soustraire à une obligation d'ordre militaire, soit enfin, si, directement ou indirectement, il a prêté ou tenté de prêter con-

tre la France, en vue ou à l'occasion de la guerre, une aide quelconque à une puissance ennemie. »

L'article 2 décide même que « seront revisées toutes les naturalisations accordées postérieurement au 1^{er} janvier 1913 à des sujets ou anciens sujets de Puissances en guerre avec la France.

Le retrait de la nationalité française prononcé en vertu des articles précédents est personnel à l'étranger qui l'a encouru. Toutefois, selon les circonstances, il pourra être étendu à la femme et aux enfants, s'il en est ainsi ordonné, soit par le décret concernant le mari ou le père, soit par un décret ultérieur rendu dans les mêmes formes ». Sans doute la guerre a créé des situations exceptionnelles et il n'est pas étonnant que, par suite, l'on ait été amené à faire des lois de circonstance, mais il reste qu'elle a rendu sensibles les inconvénients de la politique de francisation à outrance des lois de 1889 et 1909. L'essentiel n'est pas de gonfler le chiffre de la population par des rapports de n'importe quelle qualité mais d'avoir des citoyens qui aient des attaches profondes avec la patrie et soient prêts à se sacrifier pour elle. Il est difficile de compter sur ces sentiments de la part d'individus que l'on fait français malgré eux et que tout rattache à un autre pays. La politique de 1889 et 1909, contraire aux principes du droit international privé, a de plus failli produire des effets néfastes pour la France, comme l'écrivait déjà M. CLUZEL en 1901 : « La brusque et aveugle adjonction d'étrangers, dans

une nation ancienne, aux caractères déterminés et fixés, est contraire à l'idée même de patrie, nuisible à sa force, à son unité »¹.

Une nation ne se forme que peu à peu et dans de certaines conditions : ici, plus qu'ailleurs, il faut se souvenir de cette forte parole que le temps ne respecte rien de ce qui se fait sans lui. Qu'on nous permette de reproduire ici une admirable page de RENAN : « La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire, j'entends de la véritable, voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Une nation est une âme, un principe spirituel : deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs, *l'autre est le consentement actuel*, le désir de vivre ensemble, la volonté de faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis... Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent, avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà la condition essentielle pour être un peuple. Une nation est donc une grande solidarité constituée par les sentiments des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible ; *le consentement, le désir clairement exprimé de*

(1) (CLUZEL, loc. cit., p. 224).

continuer la vie commune ; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques ; voilà ce que l'on comprend malgré les diversités de races et de langues. Je disais tout à l'heure avoir souffert ensemble : oui ! La souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes ; ils imposent des devoirs, commandent des efforts nouveaux » ¹. On voit par les explications qui précèdent que le cas de M. P. S. A., soulève toute une série de graves problèmes et montre que les lois françaises de 1889 et 1909 devraient être retouchées dans un sens conforme au principe qui fait le titre de cette thèse : La nationalité ne s'impose pas.

Dans sa consultation, M. PILLET, qui était obligé de tenir compte des lois existantes et d'essayer d'en tirer parti, est condamné à des prodiges d'ingéniosité. Et cela déjà rend un peu suspectes ses conclusions.

Voici les étapes de son argumentation :

1° Au moment où le père de M. P. S. A. réclamait pour son enfant mineur la qualité de français et renonçait pour lui à l'option de l'article 8, § 3, il n'était pas en droit de le faire (arrêt de Cassation, Rp. 26 juillet 1905). Ceci est incontestable, et jusque là le savant professeur a raison, mais il s'efforce, 2°, de démontrer que l'article de la loi du 5 avril 1909 ne saurait s'appliquer à M. P. S. A. Tout d'abord, ce dernier ne résidait pas en France

(1) RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?*

à cette date ; mais on sait qu'il y avait son domicile de droit, puisque son père y vivait et y exerçait la médecine. Il semble qu'ici l'argumentation de M. PILLET perde beaucoup de sa force. Peut-être s'en est-il rendu compte ; en tout cas, il cherche d'autres raisons sans une analyse très serrée de la loi du 5 avril 1909.

L'article 1^{er} de cette loi est ainsi conçu : « Quand les personnes désignées à l'article 9, § 10 auront, au nom d'un mineur, renoncé à la faculté qui lui appartiendrait à sa majorité dans le cas de l'article 8, § 3 et 4, de l'article 12, § 3 et de l'article 18, de décliner la qualité de français, celui-ci ne sera plus recevable à user de cette faculté ». M. PILLET donne le commentaire suivant de cet article : « *Les renonciations du genre de celles de M. P. S. A. sont donc maintenant valables, bien que faites sans la participation de l'enfant.* Mais lesquelles ? Celles qui auront été faites postérieurement à la loi du 5 avril 1909. En matière d'état et de capacité, c'est toujours la situation de la personne au moment où elle fait l'acte qui est à considérer. Cette personne possède-t-elle le droit dont elle fait usage, l'acte est valable ; ne le possède-t-elle pas, il est nul. Cela est particulièrement important en matière de nationalité. Lorsque M. DELSOL, rapporteur au Sénat de la loi de 1889, expliquait que le domicile en France ferait acquérir la qualité de français même aux enfants nés avant sa promulgation, il expliquait que cela était possible parce que, conservant le droit de répudiation,

ils n'en éprouvaient aucun préjudice. Il n'aurait pas tenu le même langage s'il s'était agi d'une loi permettant de priver les enfants de ce droit de répudiation. Donc les principes auraient voulu que la loi nouvelle n'exerçât aucune influence sur la condition du mineur P. S. A. » (PILLET Consultation précitée).

Les principes sont peut-être moins certains que ne le croit M. PILLET. M. JÉZE a écrit à ce sujet des pages qu'il n'est pas possible de passer sous silence : « L'acte législatif ou réglementaire peut juridiquement être retiré pour l'avenir : c'est l'abrogation, quelque nom qu'on lui donne.

« Le moyen juridique d'obtenir ce résultat est de faire une loi nouvelle, un règlement nouveau... L'abrogation d'une loi, d'un règlement sont possibles à toute époque ; la caractéristique de la situation juridique générale, impersonnelle et de l'acte qui la crée est de pouvoir être modifiée à tout moment... L'abrogation de la loi, du règlement, ne peut pas juridiquement avoir pour effet de supprimer, *dans le passé*, les effets qu'elle a régulièrement produits pendant qu'elle était en vigueur. Tout ce que juridiquement on peut tenter de faire, c'est par des actes juridiques nouveaux, de créer ou d'appliquer des situations juridiques qui, *pour l'avenir*, remettront les choses en l'état.

Prenons des exemples : Une loi a organisé, dans certaines conditions, le statut national pour les étrangers naturalisés ; par exemple, ce statut comporte le pouvoir

de voter, d'être élu. Ultérieurement, on estime que le nombre des étrangers naturalisés est trop considérable, que le vote des étrangers naturalisés fait courir un danger aux institutions politiques et l'on veut retirer, rapporter la loi qui accordait aux étrangers le pouvoir de voter ou d'être élu. Une loi ne pourra pas décider que les étrangers qui ont été régulièrement naturalisés seront à considérer comme n'ayant *jamais* eu de pouvoirs politiques. Mais le législateur pourra réorganiser le régime de l'électorat et de l'éligibilité et décider que, pour être électeur éligible, il faut être national d'origine. Immédiatement, cette loi remet les choses en l'état. Elle ne rétroagira pas en ce sens que ces étrangers régulièrement naturalisés n'auront pas été électeurs éligibles, que les élections auxquelles ils ont pris part régulièrement ne seront pas valables. Mais elle aura cet effet que désormais, dans le statut de naturalisé, ne figurera plus le pouvoir de vote ou d'éligibilité. Les étrangers naturalisés *avant la loi nouvelle* avaient le pouvoir du vote, d'éligibilité ; *ce pouvoir, les étrangers naturalisés avant la loi nouvelle ne l'auront plus dans l'avenir*. Un tel avait voté, il ne votera plus ; un tel était éligible, il ne le sera plus » ¹.

La question de savoir quel est l'effet d'une loi nouvelle sur l'état et la capacité des personnes est donc délicate et discutée ; mais dans l'espèce qui nous occupe, elle n'a qu'une importance restreinte, car la loi du 5

(1) Gaston JÉZE. *Principes Généraux du droit administratif*, 2^e édit., 1914, p. 94 et 92. passim).

avril 1909 contenait un article ainsi conçu : « Les individus auxquels la faculté de décliner la qualité de français est réservée par l'un des articles ci-dessus, qui se trouvent lors de la promulgation de la présente loi dans l'année de leur majorité, pourront pendant la dite année renoncer au bénéfice de la déclaration souscrite en leur nom par leur représentant légal au temps de leur minorité. Il en sera de même de ceux qui, mineurs au moment de la promulgation de la loi, deviendront majeurs dans les six mois qui suivront. Les autres mineurs conserveront définitivement le bénéfice de la déclaration souscrite en leur nom si, dans le même délai de six mois, leur représentant légal n'y a pas renoncé. ».

Voici l'appréciation que porte M. PILLET sur cet article : « Le système adopté par cet art. 2 est en vérité fort bizarre et la langue employée n'est pas elle-même à l'abri du reproche. Le texte distingue trois cas : S'il s'agit d'un majeur encore dans sa 22^e année, il se conforme très correctement au principe de non-rétroactivité. Il ne change rien à la situation de ce majeur. Il garde le droit qu'il aurait eu si la loi n'avait pas été faite et rien de plus. Le second cas vise l'individu qui, au moment de la promulgation de la loi, est dans les six derniers mois de sa minorité. Celui-ci encore conserve son option ; en la lui laissant, la loi va plus loin que le simple principe de la non-rétroactivité des lois, *car le père pourrait, sans offenser ce principe, faire jusqu'à la majorité de son fils une nouvelle renonciation qui,*

intervenant sous l'empire de la loi du 5 avril 1909 serait valable et pourvue d'effets. Or, il est évident que le texte de l'article 2, § 2, de la loi ne lui permet pas cette renonciation ! ! (PILLET. Consultation précitée).

Le législateur de 1909 respecte, en effet, dans la partie du texte ci-dessus analysé le principe que la nationalité ne s'impose pas ; il est même plus libéral qu'il ne l'avait été en 1889, puisqu'il réserve le droit d'option des mineurs qui deviendront majeurs dans les six mois de la promulgation de la loi. Les mineurs restent ainsi maîtres de leur nationalité. Malheureusement « lorsqu'il s'agit de mineurs distants de plus de six mois de leur majorité, tout est retourné. La renonciation antérieurement faite par le père se trouve rétroactivement validée, à moins que celui-ci ne fasse encore une renonciation qui est, si nous comptons bien, la troisième, c'est-à-dire une renonciation à une renonciation qui portait elle-même sur un droit de renonciation. Que tout cela est compliqué ! ! » (PILLET. Consultation précitée.)

Avouons-nous que cela ne nous paraît pas aussi compliqué que le croit le distingué Professeur ? Etant donné le but de la loi du 5 avril 1909, but assurément fâcheux à notre sens, il nous semble au contraire que le législateur a adopté la solution qui convenait. Il invite les représentants légaux des mineurs à réfléchir une dernière fois et il présume que leur silence vaut adhésion à la nouvelle disposition. C'est ainsi que les Chambres

procèdent généralement. Voici un exemple connu et significatif : quand l'Etat fait une conversion, il décide toujours que ceux qui, dans un délai déterminé, ne sollicitent pas le remboursement au pair, acceptent la conversion. Pour nous, étant admis le principe de la loi de 1909, la solution du législateur se trouve justifiée.

Quoiqu'il en soit, M. PILLET a donné de l'article 2, § 3, une analyse pénétrante ; la voici : « Observons d'abord que depuis la loi du 5 avril 1909 le père des mineurs dont parle l'article 2, § 3, a eu deux procédés pour fixer sur la tête de ses enfants cette qualité de français qu'ils doivent à un acte antérieur, dans notre espèce, la déclaration de l'article 9, § 2, mais qu'il s'agit de soustraire à toute éventualité de renonciation. Il peut 1° faire une nouvelle renonciation sans contestation possible. car il a qualité pour la faire maintenant ; 2° laisser passer, sans nouvelle renonciation, le délai de six mois dont il est question dans notre loi.

Portons notre attention sur ce délai et demandons-nous ce qu'il est, comment on peut le qualifier. Est-ce une prescription ? Certainement non (PILLET. Consultation précitée.)

Nous permettra-t-on de dire que ces raisons ne nous paraissent pas convaincantes. Comme l'a écrit M. PLANIOL « Aux termes de l'article 2.278 les petites prescriptions, de cinq ans et au-dessous, établies par les articles 2.271 à 2.277 courent même contre les mineurs et les interdits. Par conséquent, la suspension de pres-

cription dont les incapables bénéficient n'a lieu que pour les grandes prescriptions de dix et de trente ans, et encore pas toujours. La disposition de l'article 2.278 n'est pas de droit nouveau ; il en était déjà de même dans l'ancien droit (POTHIER, obligation, n° 717.) ¹.

Le savant jurisconsulte observe même que la suspension de prescription au profit des mineurs et interdits régulièrement pourvus de tuteurs paraît constituer pour eux une protection excessive. La prescription est fondée sur des considérations d'intérêt général, devant lesquelles doit s'effacer l'intérêt privé du mineur ou de l'interdit. Il devrait suffire à celui-ci d'avoir son recours contre son tuteur. La suspension de prescription n'a de raison d'être qu'au profit des mineurs non pourvus de représentants legaux, à ceux-ci on pourrait faire l'application de la règle : *Contranon valentem agere non currit præscriptio* ².

Donec, pour M. PILLET, le délai fixé par la loi du 5 avril 1909 n'est pas une prescription ; c'est d'ailleurs exact, mais non pour les motifs qu'il donne. Il se demande si c'est un délai préfix. On dira peut-être que c'est un délai préfix ; mais il demeurera vrai que l'échéance d'un délai préfix ne peut nuire à une personne que si elle avait la faculté d'en écarter l'effet.» Voici la définition que M. PLANIOL donne du délai pré-

(1) PLANIOL, loc. cit., p. 215, n° 682).

(2) (PLANIOL, loc. cit., en note).

fix : « Il ne faut pas confondre avec les prescriptions les simples délais préfix. La prescription éteint une obligation ; le délai préfix est donné par la loi pour accomplir un acte déterminé qui ne peut être fait que dans le délai fixé, de sorte qu'en cas de retard l'intéressé est forclos et ne peut plus faire utilement l'acte d'où dépendait la conservation de son droit ou la protection de ses intérêts. Le délai préfix diffère donc de la prescription par son but. Les délais préfix diffèrent encore de la prescription en ce qu'ils ne sont pas susceptibles d'être allongés ni par une cause de suspension ni par un acte interruptif. Ils courent contre tout le monde et s'accomplissent fatalement à l'heure dite »⁽¹⁾.

M. PILLET ne considère pas qu'il s'agisse ici d'un délai préfix ; mais il n'en donne pas de motifs bien nets. Il se pose la question suivante : « Est-ce une ratification ? Pas davantage. Une ratification ne peut émaner que de la personne dont les droits ont été atteints par l'acte intervenu. Ce n'est pas le tuteur qui ratifie l'acte qu'il a irrégulièrement fait pour son pupille ; c'est le mineur parvenu à sa majorité, de même ici, c'est l'enfant seul qui pourrait ratifier la renonciation paternelle et il y a un moyen bien simple de le faire : il lui suffit de laisser passer sans rien dire sa 22^e année » (PILLET. Consultation précitée.)

Et voici la conclusion à laquelle aboutit le distingué Professeur : « Puisque ce délai de six mois ne peut être

(1) (PLANIOL, loc. cit., p. 222).

ni une prescription, ni une ratification, il ne peut être qu'une renonciation tacite admise par faveur pour la nationalité française et pour dispenser le père de faire un acte de plus ». Telle est bien, en effet, l'interprétation qu'il convient de donner de l'article 2 de la loi du 5 avril 1909 ; c'est donc dans un but de simplification que cette procédure a été admise, comme nous l'écrivions ci-dessus. Etant donné le but poursuivi par le législateur, cette procédure se comprend bien.

Il s'agit donc d'une renonciation tacite et voici les conséquences qui en dérouleraient d'après M. PILLET : « C'est une renonciation tacite assimilable dans ses effets à la renonciation expresse, mais qui ne saurait être soustraite aux conditions de cette dernière. Si, comme nous croyons l'avoir démontré, la renonciation expresse à l'option de l'article 8 § 4 n'est possible qu'à l'égard des mineurs domiciliés de fait en France au moment où elle a lieu, nous sommes en droit de dire que le délai de l'article 2, § 3 de la loi n'aura son effet extinctif que lorsque ce mineur, qu'il s'agit de rattacher définitivement à la nationalité française, aura son domicile en France à cette époque. Si l'on décidait autrement, on donnerait au silence du père de famille un effet que ne comporterait pas sa volonté exprimée, on laisserait ce père, peut-être resté lui-même à l'étranger, investir irrévocablement son enfant de la nationalité française. Ce serait absurde » (PILLET, consultation précitée.)

Ces observations perdent un peu de leur valeur si l'on se souvient que la plupart des auteurs n'exigent qu'un domicile légal et non un domicile de fait en France. Or, M. P. S. A., mineur, était alors de droit domicilié chez son père, médecin à Paris, encore que, en fait, il résidait à Cuba avec sa mère...

De toutes ces explications il résulte : 1° qu'il est vraiment difficile, pour ne pas dire impossible, d'échapper à la loi du 5 avril 1909, quand on est dans le cas de M. P. S. A. et, 2°, que cette loi, si contraire au principe que la nationalité est une affaire personnelle, devrait être réformée, puisqu'à l'épreuve, elle s'est révélée à la fois vexatoire pour les individus et dangereuse pour l'Etat... Mais nous aurons à revenir sur ce point dans notre conclusion.

Mais ce n'est pas tout ; « l'espèce » qui fait l'objet de cette étude se compliquait encore de ce fait que M. P. S. A., étant venu en France, dans l'année de sa majorité, avait fait une déclaration d'option pour la nationalité cubaine. Et la Chancellerie avait enregistré cette option ; donc M. P. S. A., pouvait légitimement se considérer comme Cubain : il était en possession d'un titre plausible.

Dans sa consultation, M. le Professeur PILLET tirait grand parti de cette situation. Voilà donc deux actes directement contraires l'un à l'autre successivement faits au sujet du droit de répudiation de M. P. S. A. Dans celui du 7 Avril 1893, M. le Docteur S. A. renonce pour lui.

au droit de répudiation de l'article 8, § 4, dans l'acte du 13 Octobre 1911, M. Pierre S. A. devenu majeur, exerce ce même droit de répudiation. Ces deux actes sont également réguliers en la forme ; au fond, ils sont radicalement inconciliables. Lequel doit être préféré à l'autre ? Certains pensent que le premier en date doit l'emporter sur l'autre. Ils s'inspirent de cette idée que le premier acte a déjà fixé la condition de l'intéressé, que l'on ne peut donc pas par un acte subséquent la fixer dans un sens opposé au premier. Mais, l'opinion contraire a pour elle des raisons tout aussi bonnes, car on peut dire aussi que le second acte ayant été fait en pleine connaissance du premier, prouve que l'on n'attribuait pas à celui-ci un effet définitif. Les actes de cette sorte ont ceci de particulier qu'ils ne sont pas l'œuvre des intéressés seulement, ils sont faits sous le contrôle de l'autorité compétente et cela leur donne une valeur particulière. Et à ce point de vue il importe de remarquer que ces deux renonciations successives n'ont point du tout le même caractère. Cela résulte de ce que l'un a été enregistré sous l'empire de la loi de 1889, l'autre, sous l'empire de la loi de 1893 ; la différence est essentielle. La déclaration de M. S. A. père a été reçue par le juge de paix qui n'a aucun pouvoir d'appréciation et se borne à donner de l'authenticité aux déclarations de l'intéressé. Elle a reçu l'enregistrement de la loi de 1889, simple mesure de publicité qui n'était précédée d'aucun examen et ne

pouvait pas être refusée. Conformément à la loi du 22 juillet 1893, cette déclaration a été examinée à la Chancellerie sous le rapport de sa validité au moins (nouvel article 9, § 2), elle aurait pu être refusée, elle l'aurait été si on l'avait jugée illégale, elle a été admise et enregistrée. Peut-on dire encore ce que l'on disait sous l'empire de la loi de 1889, que l'enregistrement n'ajoute rien à la valeur de la déclaration ? Cet enregistrement est requis à peine de nullité. On est porté à en conclure que, lorsqu'il est accordé, il fait la preuve de la validité de l'acte et cette conclusion trouve un appui sérieux dans le § 7 de ce même article 9, aux termes duquel la déclaration produira ses effets du jour où elle aura été faite sauf l'annulation qui pourra résulter du défaut d'enregistrement. Qu'on l'observe bien, cette cause d'annulation est la seule prévue par le législateur » (PILLET, consultation précitée.)

Il est de fait que le caractère de l'enregistrement a été profondément modifié par la loi du 22 juillet 1893.

Voyons d'abord ses formes : Aux termes de l'article 6 du décret du 13 avril 1889 (alinéas 1 et 5) les déclarations souscrites, soit pour acquérir, soit pour répudier la qualité de français, sont reçues par le juge de paix du canton dans lequel réside le déclarant. Les deux exemplaires de la déclaration et les pièces justificatives sont adressées par le juge de Paix au procureur de la République qui les transmet immédiatement au ministre

de la Justice (Même décret, article 7). Jusqu'à la loi de 1889 les déclarations étaient faites dans les mairies sur des feuilles volantes et il était difficile d'en retrouver la trace. La loi de 1869 ne s'était pas prononcée d'une façon formelle sur la question de savoir si l'enregistrement était une condition essentielle de l'acquisition de la nationalité française ; devant ce silence, la jurisprudence décida que le ministre n'était pas juge du mérite des déclarations souscrites ; il en résulta que l'enregistrement de la loi de 1889 n'apparut pas comme prescrit à peine de nullité (Rapport présenté au Ministère de la Justice sur l'application de la loi du 23 juin 1889, pendant l'année 1892, par M. FALCIMAIGNE, directeur des affaires civiles ¹. Pour éviter qu'on ne fit plus enregistrer les déclarations, puisqu'on pouvait, sans se soumettre à cette formalité, acquérir la qualité de français et dans le but d'empêcher les fraudes qui auraient pu naître à raison de cette jurisprudence, la loi du 22 juillet 1893 a modifié l'article 9 et prescrit à peine de nullité, l'enregistrement au Ministère de la Justice (Rapport de M. MIR. D. P. 93.4.100. note I). La déclaration est inscrite à la Chancellerie sur un registre spécial ; l'un des exemplaires est déposé dans les archives, l'autre renvoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement (décret du 13 août 1889, article 8), afin que la condition de français ou d'étranger d'un individu puisse être aisément connue de quiconque y a intérêt. La loi

(1) *Journal Officiel* du 11 octobre 1893

de 1893. (article 9, § 3 et 9 nouveau dispose que l'enregistrement au ministère de la Justice doit être mentionné au Bulletin des lois, sans que toutefois l'omission de cette formalité puisse préjudicier aux droits des déclarants.

Il est prévu que l'enregistrement doit être refusé, s'il résulte de pièces produites que le déclarant n'est pas dans les conditions prévues par la loi, sauf à lui à se pourvoir devant les Tribunaux dans les formes requises pour les rectifications d'actes de l'Etat civil (Rapport de M. MIR, D. P. 93. 4. 100. note I.) Dans ce cas, notification du refus est faite à l'intéressé dans le délai de deux mois à partir de « sa déclaration, à défaut, le déclarant peut, aux termes de l'art. 9, § 6 réclamer au Ministère de la Justice l'un des doubles de sa déclaration revêtue de la mention de l'enregistrement, cette dernière règle s'applique d'ailleurs aussi bien aux déclarations ayant pour objet de décliner la nationalité française qu'à celles qui ont pour objet de l'acquérir ¹.

L'enregistrement est donc de façon incontestable, requis à peine de nullité, qu'il soit d'ailleurs volontaire ou imposé, par les Tribunaux. En découle-t-il que par cela seul qu'il est opéré, la déclaration du requérant est inattaquable ? M. PILLET le soutient et son argumentation est assurément impressionnante.

Il observe d'abord que les questions de nationalité

(1) (AUBRY et RAU, 5^e édit. I § 70, note 32, p. 370).

sont trop importantes pour qu'elles puissent rester indéfiniment en suspens : « Il faut qu'elles soient tranchées promptement et définitivement. Les mêmes raisons qui enferment dans un court délai les options données aux personnes dont la nationalité est variable veulent que la validité des actes par elles faits soit contrôlée par la Chancellerie dans un délai assez court et qu'une fois ce contrôle opéré, cette validité devienne inattaquable » (PILLET, loc. cit.).

Dans ses principes généraux du droit administratif, M. JÈZE a développé une théorie relative aux fonctionnaires de fait qui, mutatis, mutandis, pourrait être invoquée ici. Pour savoir si leurs actes sont valables ou non, il recherche si leur investiture est plausible ou ne l'est pas. Voici quelques exemples : « Pratiquement on ne saurait demander aux tiers qui traitent avec un agent public qui a les apparences d'un agent régulièrement investi qu'ils exigent de ce dernier la justification de la parfaite régularité de son investiture. Cette idée de bon sens est appliquée, en droit administratif français, dans une hypothèse voisine, celle de l'inobservation de certaines conditions nécessaires par l'exercice régulier d'une compétence légale ; par exemple les engagements de dépense accomplis par les ministres en dehors ou au-delà d'une autorisation budgétaire. La loi déclare bien que le ministre est personnellement responsable ; mais il est admis sans contestation que les marchés

conclus par les ministres sans crédits ou au-delà des crédits sont juridiquement valables » ¹.

Le distingué Professeur cite à ce sujet quelques phrases de MM. MARQUÈS DI BRAGA et C. LYON qui sont frappantes : « Toutes les fois que les tiers qui ont traité avec des administrateurs agissant au nom des services publics n'ont eu pratiquement aucune possibilité de se rendre compte des limites de la mission légale des administrateurs, les services publics sont valablement engagés, même au-delà de ces limites. Les tiers ont-ils eu, au contraire, cette possibilité ? Le service public n'est point tenu... Toute autre solution serait de nature à risquer de compromettre irrémédiablement le fonctionnement des services publics. Il n'est... pas possible de poser en principe que, dès qu'il y a dépassement réel de crédits, le service public n'est point tenu ; ce serait... supprimer pour les services publics toute possibilité de contracter ; ce serait dans tous les cas apporter un obstacle insurmontable à la rapidité d'exécution qui est l'un des éléments nécessaires du fonctionnement des services publics ; les doutes qu'on laisserait planer perpétuellement sur le pouvoir aux fins de contracter de leurs administrateurs ne pourraient, en effet, être levés que par la communication aux co-contractants de l'ensemble des engagements déjà pris par les administrateurs, procédure qui serait aussi contraire à la natu-

(1) JÈZE, loc. cit., pp. 445 et 446.

re des choses et aux possibilités de la pratique qu'aux convenances les plus élémentaires » ¹.

Mutatis Mutandis, on peut faire valoir des arguments analogues dans le cas de P. S. A. Ce dernier n'avait-il pas un intérêt de premier ordre à être fixé sur sa nationalité, et ne pouvait-il pas légitimement se croire Cubain, puisque sa répudiation de la qualité de français avait été reçue par le Juge de Paix, enregistrée par la Chancellerie et publiée au Bulletin des lois ? On trouverait difficilement dans une même espèce plus de motifs plausibles de croire une situation désormais tranchée... S'il n'en était rien, quelle sécurité avoir désormais ? Confiant dans ses titres, M. P. S. A. engage sa vie dans une voie déterminée, et du jour au lendemain, il apprend que les dits titres seraient nuls et de nul effet. Etant jeune il pourra peut-être se retourner ; mais s'il eut été au milieu de la vie, par exemple, que de difficultés en perspective !

M. le Professeur PILLET avait donc les raisons les plus graves de soutenir ainsi que nous l'avons vu plus haut que « *les mêmes raisons qui enferment dans un court délai les options données aux personnes dont la nationalité est variable veulent que la validité des actes par elles faits soit contrôlée par la Chancellerie dans un délai assez court et qu'une fois ce contrat opéré, cette validité devienne inattaquable* ».

¹ (Marquis DE BRAGAS et C. LYON. Comptabilité de fait, 250, Rép. Etienne BÉQUET, t. VII, p. 162.)

Il ajoute que cette interprétation est conforme aux doctrines de la Chancellerie. La Chancellerie ne fait pas grande différence entre la naturalisation ordinaire, concession gracieuse de la nationalité française, et la naturalisation de faveur prévue par la loi dans certains cas particuliers laissés toutefois sous le contrôle des autorités administratives par la loi du 22 juillet 1893. De même que le décret de naturalisation implique que les conditions de majorité de l'impétrant, d'admission à domicile et de durée suffisante de ce domicile sont réunies, sans qu'aucune contestation puisse être élevée sur ce point devant les Tribunaux, de même l'enregistrement d'une déclaration implique « la reconnaissance de sa régularité par l'administration » ¹. Au reste tout le monde sait que la Chancellerie n'est pas dans les questions de nationalité un simple office où sont accomplies les formalités prescrites par la loi (Cf. Trib. Seine, 3 Août 1909, Girard Cl. 1910. p. 564.), qu'elle revendique une véritable juridiction, un pouvoir de décision propre qui, dans certains cas est certainement souverain, dans d'autres non moins certainement assujetti au contrôle des autorités judiciaires, dans d'autres enfin, comme dans celui qui nous intéresse, d'une portée encore peu définie et sujette à hésitations.

Nous dirons que la décision par laquelle l'administration autorise l'enregistrement d'une renonciation à la nationalité française faite par application de l'article 8, § 4

¹ CLAUZEL, Jurisprudence de la Chancellerie, Cl. 1908, p. 1030).

est une décision définitive et qui échappe au contrôle de l'autorité judiciaire. On nous objectera immédiatement que la décision par laquelle l'administration aurait refusé (article 9, § 23) l'enregistrement d'une déclaration de la qualité de français pourrait être déférée aux Tribunaux et que ceux-ci auraient le droit de prescrire que l'enregistrement fût effectué, s'ils jugeaient que les conditions légales requises se trouvaient réunies. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans le cas où l'administration a ordonné l'enregistrement peut-être sous l'influence d'une erreur passagère de jugement ?

Il n'en est pas de même parce que les différences les plus saillantes séparent les deux hypothèses. D'abord cette différence fondamentale que dans un cas, le nôtre, la décision de l'administration qui contrôle est conforme aux intentions de la personne qui postule, alors que, dans l'autre, celui de l'article 9, § 2, l'administration décide contrairement aux volontés de cette personne. On conçoit que, dans ce dernier cas, un recours soit ouvert devant le juge parce qu'il s'agit d'un droit d'une importance considérable et qu'alors le législateur a coutume de placer le droit de la personne sous la protection de l'autorité judiciaire » (PILLET, loc. cit.)

On pourrait en outre observer que c'est l'application du droit commun. Aux termes de l'article 326, les Tribunaux civils sont seuls compétents pour connaître des actions relatives à la filiation. Par extension cette compétence existe pour toutes les actions d'état et notam-

ment pour les questions de nationalité. Voici ce qu'écrit à ce sujet M. JÉZE : « Le juge des listes électorales est appelé à constater si X est électeur. Or on conteste que X soit national français. Et la question est *douteuse*. La constatation de la nationalité de X doit manifestement précéder le jugement sur la question de savoir si X est électeur. Or, la constatation de la nationalité n'est pas de la compétence du juge des listes électorales ; elle appartient *exclusivement* au Tribunal civil de première instance. Le juge des listes électorales devra surseoir à statuer sur la constatation de la qualité d'électeur et renvoyer au Tribunal Civil d'arrondissement la question de nationalité. Une fois résolue par le Tribunal Civil la difficulté relative à la nationalité, le juge de la liste électorale pourra statuer sur la qualité d'électeur. Il y a là une question préjudiciable » ¹.

Que le requérant ait un recours devant les Tribunaux judiciaires si *d'adventure* la Chancellerie refuse d'enregistrer sa déclaration, il n'y a là rien que de naturel et de normal ; c'est l'application pure et simple du droit commun. Mais que l'administration puisse elle-même déférer ses propres actes aux Tribunaux judiciaires pour les faire annuler, voilà qui serait exorbitant et gros de conséquences fâcheuses. Comme l'écrit encore M. PILLET : « M. P. S. A. fait une déclaration dont l'effet est de le rendre Cubain. L'administration examine cette déclaration et, *cognita causa*, en ordonne l'enregistrement.

(1 JÉZE, loc. cit., p. 196).

L'acte est reconnu valable par l'autorité même qui aurait eu le droit de le rejeter s'il avait été nul. Tout doit être fini là.

Que si, au contraire, l'enregistrement avait été refusé, M. P. S. A. se jugeant lésé par cette décision qui le prive d'un droit essentiel, cette nationalité cubaine qu'il revendique comme sienne, pourrait saisir de sa plainte, les Tribunaux Civils. Cela est très naturel et il n'y a rien de contradictoire entre ces deux solutions.

Allons plus loin et disons que tel est bien le système de la loi, car s'il en était autrement, elle laisserait apparaître une lacune tout à fait inintelligible ; nous faisons allusion ici à la durée du droit d'action. Si M. P. S. A. avait vu sa renonciation repoussée il aurait dû saisir le Tribunal de son recours en principe avant l'expiration de sa 22^e année. Ce recours est une suite de son droit d'option et ce droit disparaît avec les vingt deux ans accomplis. Nous disons en principe parce qu'il est bien évident que si le rejet ne lui était notifié qu'après l'expiration de sa vingt-deuxième année ou à une époque très voisine de ce terme, le recours serait encore possible. Mais en tout cas, l'action devrait être intentée sans délai pour qu'on ne lui objecte pas qu'il a acquiescé à la décision de l'administration.

Au contraire, s'il appartient à l'administration elle-même d'attaquer sa propre décision devant l'autorité judiciaire, aucun délai de rigueur ne peut lui être imparté. S'agissant de question d'Etat, on pourrait dire que l'ac-

tion est imprescriptible et pourrait être intentée même un demi-siècle après la décision ; ou bien si l'on considère que l'imprescriptibilité des actions d'état n'a pas été admise par faveur pour l'administration, il faudra dire que le droit d'agir durera pendant trente ans. Rassuré par la décision de l'administration, l'intéressé vivra paisiblement dans son pays d'origine, suivant les lois de la nationalité qu'il sait être la sienne et vingt ou vingt-cinq ans après une décision lui apprendra qu'il est français, qu'il l'a été depuis sa naissance en vertu de l'article 8, § 4, quelle absurdité ! Evidemment si le législateur avait entendu ouvrir à l'administration un droit de recours semblable à celui de l'article 9, § 2, il n'aurait pas manqué de renfermer l'exercice de ce droit dans un délai très court. La force des choses le veut ainsi » (PILLET, consultation précitée).

Ces observations sont extrêmement fortes ; le bon sens indique que des questions, comme celles de la nationalité, ne peuvent indéfiniment rester en suspens. Le requérant a fait ce qu'il devait : L'administration lui délivre un titre en vertu duquel il est Cubain. Et soudain, on prétend que ce titre qui émane d'elle est sans valeur quoique parfaitement régulier en la forme. Si une pareille thèse était admise, il n'y aurait plus de sécurité pour les actes qui exigent le concours d'un service public.

Comme l'écrit M. JÉZE pour des hypothèses — non pas identiques, mais assez voisines — « ce serait entraver la marche régulière et continue des services pu-

blies que d'exiger du public qu'il réclame, à tout instant, des individus qui apparaissent aux yeux de tous comme régulièrement investis de la fonction, la justification de la régularité de leur titre. Voyons ce qui se passe dans une grande ville pour la célébration d'un mariage. Deux personnes veulent contracter mariage ; elles vont dans les bureaux de la mairie s'enquérir des conditions, des pièces à fournir, des formalités à remplir. C'est un employé qu'elles ne connaissent nullement qui reçoit leurs pièces et les avise du jour où le mariage sera célébré. Le jour venu, les futurs se présentent, sont introduits avec leurs amis, dans une salle de la mairie ; là, après une attente plus ou moins prolongée, un individu ceint d'une écharpe tricolore apparaît ; il est absolument inconnu des futurs ; ceux-ci ignorent si c'est le maire ou si c'est l'adjoint qui est devant eux. Ils supposent que tout est régulier, parce que tout se passe dans la mairie, publiquement, paisiblement, et qu'ils savent que la célébration doit avoir lieu à la mairie et publiquement. Va-t-on exiger des futurs qu'ils interpellent l'individu qui se présente à eux comme l'officier de l'État civil compétent, qu'ils exigent de lui la justification de son titre, qu'ils discutent, à leurs risques et périls, sur la régularité de son investiture ?

Que l'on passe en revue les différents services publics et l'on verra que les choses se passent toujours ainsi. Le justiciable ne connaît pas ses juges, l'administré ne connaît pas les autorités de police, etc. Il n'y a pas de

service public possible si le public doit, à ses risques et périls, avec toute la subtilité d'un juriste averti, vérifier à chaque instant la régularité de l'investiture de celui qui se présente à lui, paisiblement et publiquement, avec l'assentiment général, comme le fonctionnaire régulier. Il n'y a pas non plus de service public possible, si, avant d'obéir aux autorités publiques, les individus peuvent exiger autre chose que les apparences de la régularité » ¹.

Le savant professeur se place ici au point de vue du fonctionnement des services administratifs. Nous avons vu, avec M. PILLET, que du point de vue des intérêts individuels, la même solution s'impose avec non moins de force.....

(1) (JÈZE, loc. cit., p. 448).

CONCLUSION

L'affaire qui a donné naissance à cette étude pose deux graves problèmes. Il s'agit : 1° de savoir quels sont dans la législation française les droits d'un étranger qui se fait naturaliser sur la nationalité de ses enfants mineurs. Peut-il les enchaîner définitivement à son sort et à la nouvelle patrie qu'il lui plaît de choisir ? Il semble bien que dans l'état des textes — loi du 26 Juin 1889 et loi du 5 avril 1909 — la réponse doive être affirmative.

Ce système présente des inconvénients de divers ordres. Tout d'abord il viole le principe généralement admis aujourd'hui que le droit de cité dérive d'un accord de volontés et que par conséquent celui qui veut changer de patrie doit personnellement participer à ce changement. Sur ce point M. WEISS a fait de la loi française une critique décisive : « Le devoir d'assistance qui incombe aux parents et autres protecteurs naturels de l'enfant ne va pas jusqu'à l'absorption de son individualité. Lorsque l'intérêt du mineur lui commande de se donner à la France, c'est-à-dire, presque toujours à l'âge où la nécessité d'embrasser une carrière se fait sentir, il possède assez de maturité et de raison pour manifester lui-même ses intentions, pour accomplir un acte personnel ; et le concours de ses père, mère ou tuteur à cet acte ne devrait avoir d'autre objet que de compléter, de renforcer, sa capacité légale encore imparfaite ».

En résumé, la législation française, quand il s'agit des enfants mineurs d'un étranger qui se fait naturaliser tient trop peu de compte de la personne desdits mineurs ; elle les traite comme s'ils n'avaient pas d'individualité propre. C'est une conception rétrograde et périmée. Ce reproche s'aggrave du fait que, si c'est un chef de famille français qui se dénationalise, ses enfants même mineurs restent français. Il y a là un manque de symétrie qui fait tache dans le droit français ; il n'est jamais désirable pour un pays d'avoir deux poids et deux mesures au gré de ce qu'il considère comme son intérêt. Cela rabaisse la conception que l'on se plaît à avoir du droit. S'il n'est que la traduction de l'intérêt, il est à craindre qu'il ne perde du prestige qu'il devrait avoir. Cette critique devrait être spécialement sensible à la France dont l'histoire dans nombre de ses pages, est une lutte pour le triomphe et le règne du droit. Ce besoin d'ailleurs de faire des français à tout prix, qui a inspiré le législateur de 1889 et de 1909, n'a pas eu que des résultats heureux ; l'expérience de la guerre a montré qu'il offrait peut-être plus de dangers et de risques que d'avantages. La qualité de Français doit être recherchée et non imposée ; la France est une assez grande dame pour qu'elle ne soit pas obligée de recruter par la force pour ses réceptions.

Le second problème est théoriquement de moindre importance ; mais pratiquement il est d'un haut intérêt. Il ne faut pas que les questions de nationalité restent perpétuellement en suspens. Quand un individu a fait tout

ce qu'il fallait, soit pour devenir français, soit pour rester de son pays d'origine, il doit pouvoir obtenir une certitude, si non, il sera exposé à des avatars multiples et imprévisibles. Il a droit à la stabilité. Que l'on renforce, s'il est nécessaire, le contrôle de l'administration ; mais que ses décisions soient, à dater d'un certain moment, définitives, si du moins elles sont d'accord avec la requête du postulant. Une réforme légère suffirait ici à amender le système français ; il n'y aurait qu'à fixer un court délai, 2 ou 3 mois, par exemple, passé lequel, les décisions de la Chancellerie seraient irréformables. Il serait infiniment préférable que quelques erreurs arrivent à se glisser que de laisser en suspens des questions de nationalité dont l'importance est telle qu'elles commandent toute la vie des individus.

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu : Le Président de la Thèse,
Paris, 12 Janvier 1922.
GASTON JEZE.

VU

et permis d'imprimer :

LE RECTEUR
DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — La nationalité est un lien contractuel ; elle ne doit donc pas s'imposer. — Exceptions à ce principe dans le droit Français	4
CHAPITRE I. — Exposé d'un cas de nationalité imposée qui s'est produit au cours de la guerre.	17
CHAPITRE II. — Discussion juridique et politique de ce cas.	22
CONCLUSION. — Réformes à opérer dans les lois du 26 Juin et du 5 Avril 1909	90
